



RES PUBLICA

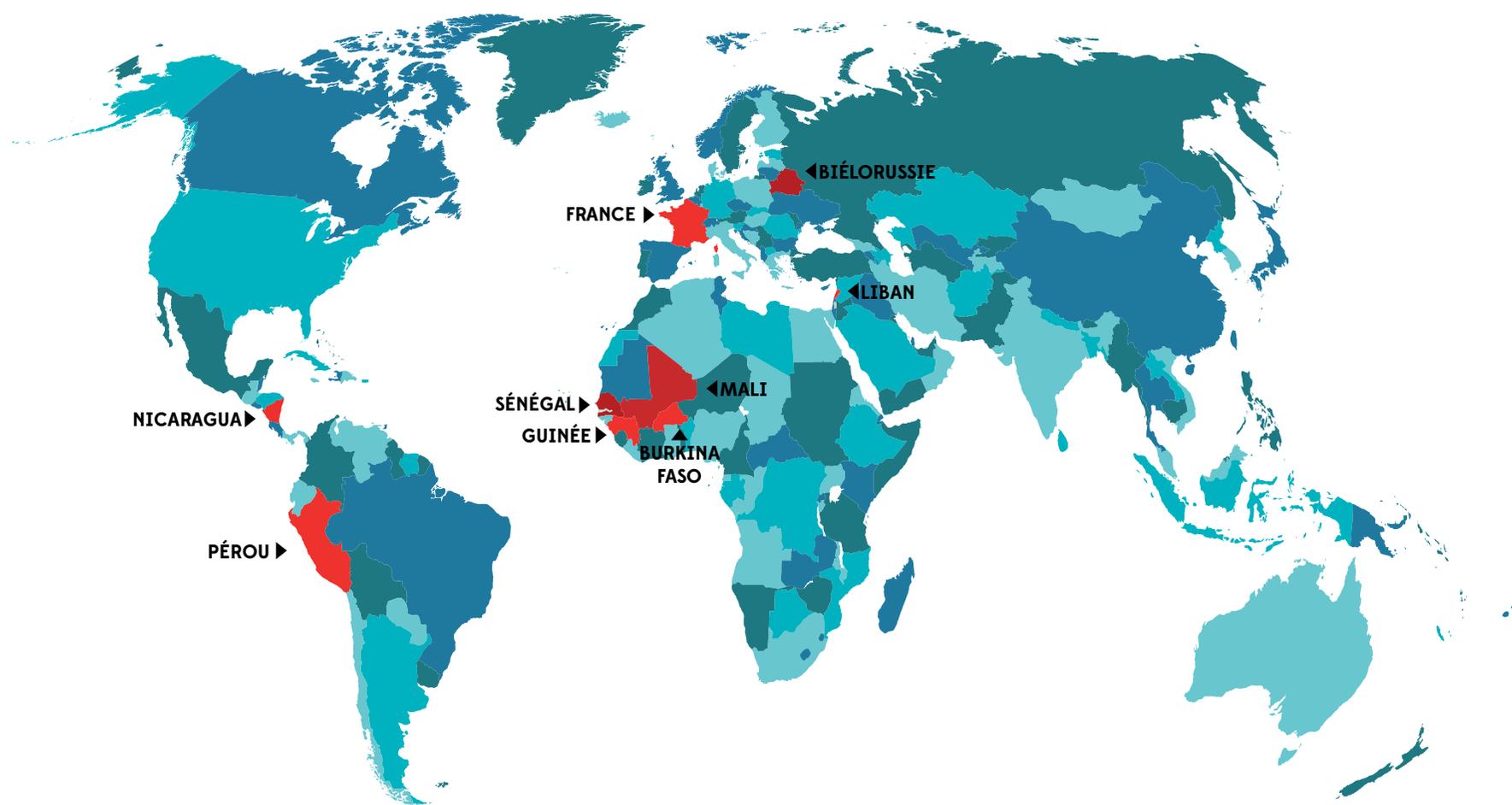
Progrès Social et Développement



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2016 - 2017

MAPPEMONDE DE NOS IMPLANTATIONS



SOMMAIRE

	ASSOCIATION P. 4		MALI P. 34
	BURKINA FASO P. 6		NICARAGUA P. 36
	ÉDUCATION P. 8		PÉROU P.40
	AGRICULTURE P. 18		FRANCE P. 42
	SANTÉ P. 26		BRÈVES P. 50
	CULTURE P. 28		RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES P. 52
	GUINÉE P. 32		PARTENAIRES 2016 P. 53

MOT DE LA PRÉSIDENTE ...



C'est avec plaisir que je vous présente ce rapport d'activités qui marque un tournant dans le développement de nos actions en France ! L'année 2016 a été riche et ponctuée par des événements forts, qui remettent la « Res Publica » - littéralement la chose publique - au cœur de nos activités.

À l'heure où se succèdent dans le monde des crises de tous bords (climatique, sanitaire, économique, alimentaire...), la promotion de l'intérêt général demeure un enjeu majeur de notre société et reste la solution pour aboutir à un monde plus équitable.

C'est dans ce contexte, après 18 années d'activités et plusieurs centaines de projets initiés ou soutenus financièrement, que Res Publica a pris un nouvel élan, en accentuant ses activités en France, à travers l'accompagnement de projets en lien avec l'inclusion sociale et les débats d'idées.

Bien que nos efforts soient, jusqu'à présent, dédiés à la mise en œuvre de programmes de développement pérennes dans des pays en développement, nous ne pouvons pas ignorer l'urgence et la nécessité de susciter le débat public sur la question de l'intérêt général.

En France, l'organisation de la première édition du festival « La Chose publique » à l'automne 2016 aux côtés de la Villa Gillet, institution culturelle

lyonnaise, nous a permis de concrétiser ces nouvelles orientations vers lesquelles nous souhaitons diriger Res Publica.

Dans ce rapport, nous avons également souhaité mettre en lumière les actions de nos principaux partenaires, comme l'Académie de Cuivres en Dombes et l'Association des Paralysés de France. Des organisations qui œuvrent chaque jour pour l'accès à la culture et au combat contre les inégalités et dont vous trouverez des témoignages.

2016 aura donc été l'année du changement pour Res Publica, mais un changement dans la continuité ! Car, malgré la réorientation et la diversification de nos activités, les équipes et les projets menés dans le reste du monde perdurent et continuent de se développer.

En Afrique, notre engagement sans concession nous permet de soutenir les communautés rurales les plus démunies du Burkina Faso, en renforçant leurs compétences (Activités Génératrices de Revenus) et en recherchant des solutions à leurs besoins, afin qu'elles retrouvent espoir et dignité. Avec nos collaborateurs, nous nous efforçons au niveau local, de tout mettre en œuvre pour que les enfants, les femmes et les hommes puissent réaliser leur potentiel et prospérer dans un environnement de plus en plus complexe.

En Amérique latine, nous nous sommes attachés, cette année, à poursuivre notre projet d'accès à l'eau potable pour des communautés de villages défavorisés du Nicaragua, en finançant de nouvelles

adductions d'eau. Au Pérou, nous accompagnons la mise en place d'une ludothèque au sein de l'un des plus grands orphelinats du pays.

En parcourant ce rapport annuel, vous aurez surtout l'occasion de découvrir la diversité de nos activités, la richesse des relations que nous entretenons avec nos partenaires et la pertinence de la mission que s'est assignée Res Publica depuis sa création.

Nos perspectives 2018 sont nombreuses et ambitieuses ! L'engagement, le partage d'expériences et la solidarité seront encore au cœur de nos actions. Indépendante de tout pouvoir politique et économique, Res Publica incarne ces valeurs et participe à l'expression de son rôle citoyen. Relever des défis tels que ceux de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté ou de la justice sociale, requiert d'immenses ressources et efforts collectifs. Il appartient à chaque citoyen de s'engager à son échelle, afin d'y apporter la meilleure réponse possible.

Nous poursuivrons les efforts engagés au profit des personnes en situation de grande vulnérabilité, dans le but de renforcer et porter nos programmes à une plus vaste échelle.

L'ensemble des membres bénévoles, salariés et collaborateurs se joignent à moi pour vous souhaiter une excellente lecture !

Françoise PERRIN
Présidente RES PUBLICA



18
Collaborateurs au Burkina

4
Collaborateurs en France

26
Partenaires soutenus en 2016

3 009 960 €
Budget 2016

MOT DU COORDONNATEUR NATIONAL BURKINABÈ OÙ ES-TU ?



Depuis 2015, le Burkina Faso vit dans un climat d'incertitude sur le plan sociopolitique. Les plus pessimistes diront que nous tendons vers le chaos.

Et pourtant, nous ne devons pas laisser la place au doute. Les énergies positives ne doivent pas tarder à se libérer pour le travail. Le peuple burkinabè ne doit oublier ni ses origines culturelles, ni les valeurs humaines qu'il incarne et a toujours défendues. « Burkinabè où es-tu ? » Qu'as-tu fait du sens de l'honneur, pour laisser disparaître progressivement tes qualités de travailleur intègre et digne ?

Si le peuple doute, les gouvernants doivent s'interroger. Les nombreux actes d'incivisme répétés, que je condamne avec fermeté, sont des signes qui doivent néanmoins interpeller nos dirigeants aux niveaux national et local sur leur gouvernance.

De son côté, l'ONG Res Publica continuera son travail d'accompagnement auprès des pouvoirs publics, dans la mise en place des programmes de développement. Elle placera toujours l'intérêt général et la citoyenneté au cœur de ses initiatives, afin de favoriser le progrès social, économique et le développement intellectuel. C'est un engagement auquel nous tenons.

Le développement d'un pays n'est pas non plus l'apanage des dirigeants ou des organismes d'aide au développement. Chaque habitant est un acteur du développement à condition d'avoir un comportement citoyen et un esprit de travail. Pour cette raison, tous les acteurs de la vie socio-politique doivent avoir un consensus minimum quand l'intérêt supérieur du pays l'exige. C'est cela aussi l'engagement citoyen.

Une Médaille pour Res Publica : un honneur mérité !

Par un décret du mois de décembre 2016 du Président du Faso, Res Publica a eu l'agréable surprise d'être nommée au grade de Chevalier de l'Ordre du Mérite. Une distinction de la plus haute autorité du Burkina Faso à l'endroit de notre organisation, mais surtout une invite à la persévérance et à la détermination dans notre combat quotidien, notamment contre l'analphabétisme, l'insécurité alimentaire et la mortalité maternelle et infantile.

C'est l'occasion pour moi de remercier les autorités burkinabè pour cette grande marque de considération. Nous leur en sommes très reconnaissants.

Basile DARGA

Coordonnateur National RES PUBLICA

Répartition du budget Burkina Faso en pourcentage

67%
Éducation

7%
Agriculture

11%
Santé

15%
Appui aux partenaires

180 000 personnes
Bénéficiaires

1 981 390 €
Budget 2016



L'ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017 SE TERMINE...

L'éducation est reconnue comme le socle de l'égalité et un levier incontournable du développement. C'est donc de toute évidence, que le soutien à la promotion de l'éducation, demeure l'une des actions prioritaires de Res Publica au Burkina Faso !

Commencé en 2001, l'appui à l'école primaire se poursuit jusqu'à ce jour, notamment avec de nouvelles constructions et normalisations d'écoles, des équipements de salles de classe en matériel didactique, l'installation de nouveaux forages, l'aide aux cantines endogènes, le soutien des mères d'élèves dans leurs activités génératrices de revenus et la formation continue des enseignants...

Au terme de cette année scolaire, nous avons appris avec satisfaction que les Circonscriptions d'Education de Base (CEB) de Soaw et de Nanoro 1 se sont classées respectivement 1^{ère} et 2^{ème} des 24 CEB de la Province du Boulkiemdé. Nos deux autres CEB devront améliorer leurs résultats afin d'approcher l'excellence.

Soutien à l'enseignement secondaire

Depuis maintenant une dizaine d'années, nos efforts ont porté prioritairement sur l'amélioration des conditions d'accès à l'enseignement secondaire. Nous avons ainsi construit sur fonds propres un lycée et quatre CEG dans la seule commune rurale de Nanoro. Nous avons favorisé l'accès de nombreux enfants à l'enseignement secondaire et avons pu scolariser, en 2016/2017, de la 6^{ème} à la terminale, un effectif de 1 778 élèves. À titre de comparaison, un seul CEG public a été ouvert récemment à Nanoro afin de désengorger le lycée départemental. Cette année, le nombre de boursiers Res Publica s'élève à 950 sur l'ensemble des établissements secondaires de notre zone d'intervention.

Dans l'ensemble, là encore, les résultats sont plutôt satisfaisants. Le lycée Nicolas Perrin de Boulpon a obtenu pour la première fois un taux de réussite au BEPC de 60,56% et se classe 3^{ème} sur les 40 établissements secondaires publics de la région du Centre-Ouest. Le taux national est dramatiquement bas... 27,51%!

Le score atteint à l'examen du baccalauréat (série A) est également satisfaisant puisqu'il s'élève à 68,18%. Le taux de la région du Centre-Ouest est lui aussi très bas, il n'atteint que 43,38%!

Le Collège d'Enseignement Général (CEG) de Nazoanga est en progression, même s'il n'atteint qu'un taux de réussite de 46,15%. Il se classe néanmoins 5^{ème} au niveau provincial. L'internat de filles du CEG de Nazoanga a fait un score de 95,71%, d'où l'intérêt d'encadrer les jeunes filles dans leurs études.

Passer de la quantité à un modèle de qualité

Nous avons donc mis l'accent sur la facilitation de l'accès des enfants à l'école et nous sommes maintenant confrontés depuis quelques années à la question suivante : comment peut-on faire en sorte que l'éducation donne de meilleures résultats ? Pour être simple, comment passer de la quantité à la qualité ?

La fréquentation des écoles maternelles par les tout-petits favorise de manière certaine la réussite scolaire et est donc un vecteur de succès. Nous avons ouvert notre première école maternelle à Nanoro il y a 10 ans. À l'issue des trois années d'enseignement préscolaire, les enfants peuvent utiliser le français dès l'entrée en CP1, ils connaissent déjà les rudiments d'écriture et de lecture et ils savent comment se comporter en milieu scolaire avec leur enseignant et avec leurs camarades de classe... Plus de mille élèves ont été formés dans cette école maternelle depuis son ouverture. Nous ne pouvons malheureusement pas appréhender exactement leur parcours scolaire, puisqu'ils sont, à l'issue de l'école maternelle, répartis dans les différentes écoles de la CEB et mélangés aux enfants confrontés pour la première fois à la langue française, aux matières enseignées et à l'encadrement en milieu scolaire. L'enseignant doit donc s'adapter à la diversité de ses élèves et la progression des enfants issus de l'école maternelle se trouve forcément ralentie par cette hétérogénéité.

Après de nombreuses sensibilisations des parents d'élèves à ce problème, nous avons obtenu que tous les enfants de la grande section puissent être scolarisés à l'école Nanoro C, école construite par Res Publica en 2005. Ainsi, ils suivront ensemble leur cursus scolaire jusqu'à l'examen du CEP et même jusqu'au BEPC. Nous croyons beaucoup à la nécessité de développer le secteur préscolaire pour la réussite des enfants dans leurs études. À la prochaine rentrée, nous ouvrirons une école maternelle dans la commune rurale de Pella. Nous sommes prêts à multiplier ces centres d'éveil et d'éducation préscolaires en milieu rural dans la mesure où l'Etat burkinabè s'engage à nous soutenir en y affectant le personnel compétent.

Nous avons donc un défi permanent, celui de donner à chaque enfant une éducation de qualité, qu'il vive à la ville ou à la campagne, qu'il soit riche ou pauvre...

Françoise PERRIN
Présidente

Bénéficiaires

130

Élèves au préscolaire

17 340

Élèves au primaire
(dont 51% de filles)

5 718

Élèves au secondaire
(dont 950 boursiers Res Publica)

73

Boursiers Res Publica
au supérieur

1 329 046 €

Budget 2016



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE

La carte (à droite) représente les différents établissements scolaires publics des communes de Nanoro, Pella et Soaw. Sur les 90 établissements implantés, 11 ont été créés et réalisés par Res Publica. Alors que la grande majorité est construite « en dur », il reste quelques écoles primaires sous paillote ainsi que des CEG installés dans des locaux temporaires. **Globalement, les institutions éducatives sont réparties de manière assez homogène sur cette zone du Boulkiemdé et les écoles sont implantées au plus près des zones d'habitation.**

Enseignement préscolaire :

Pour le moment, seule la commune rurale de Nanoro dispose d'une école maternelle construite par Res Publica en 2007. À la rentrée, l'association va inaugurer une nouvelle construction : la maternelle de Pella, située à proximité de l'école primaire de Pella B. Au niveau national, il était estimé en 2015 que seulement 4% des enfants bénéficiaient de l'enseignement préscolaire.

Enseignement primaire :

Ces trois communes sont couvertes par quatre Circonscriptions d'Éducation de Base (CEB), entités administrées par le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. En 2016/2017, c'est 17 340 élèves répartis dans 74 écoles primaires. On compte approximativement une école primaire pour 10 km² de territoire. Le tableau permet de constater que le ratio filles/garçons est proche de 1, ce qui signifie que les effectifs sont quasiment paritaires sur les trois communes. Quelques nouveautés pour l'année 2017 qui verra la capacité de plusieurs établissements primaires s'améliorer : en effet, les écoles primaires de Basziri et de Konkuissin, dotées de nouveaux bâtiments grâce à Res Publica, seront normalisées à 6 classes (CP1, CP2, CE1, CE2, CM1, CM2). Actuellement, 37,8% des écoles primaires de la zone sont normalisées.

Enseignement secondaire :

Sur les trois communes, pour l'année scolaire 2016/2017, on compte désormais 11 CEG pour un nombre total de 3020 élèves et 4 lycées pour un nombre total de 2698 élèves. Le tableau des effectifs nous montre qu'au collège il y a un peu

plus de filles que de garçons alors qu'au lycée cette tendance est plutôt inversée. Parmi les établissements construits par Res Publica, l'école primaire de Zamsin est actuellement en conversion pour devenir un CEG. Encore deux ans, et elle cèdera définitivement sa place au CEG de Séguédin. Un nouvel établissement verra aussi le jour : le CEG de Goala, dont les travaux d'infrastructures devraient se terminer au cours de l'année scolaire. Il ouvrira dès la rentrée 2017 avec deux salles de classe.

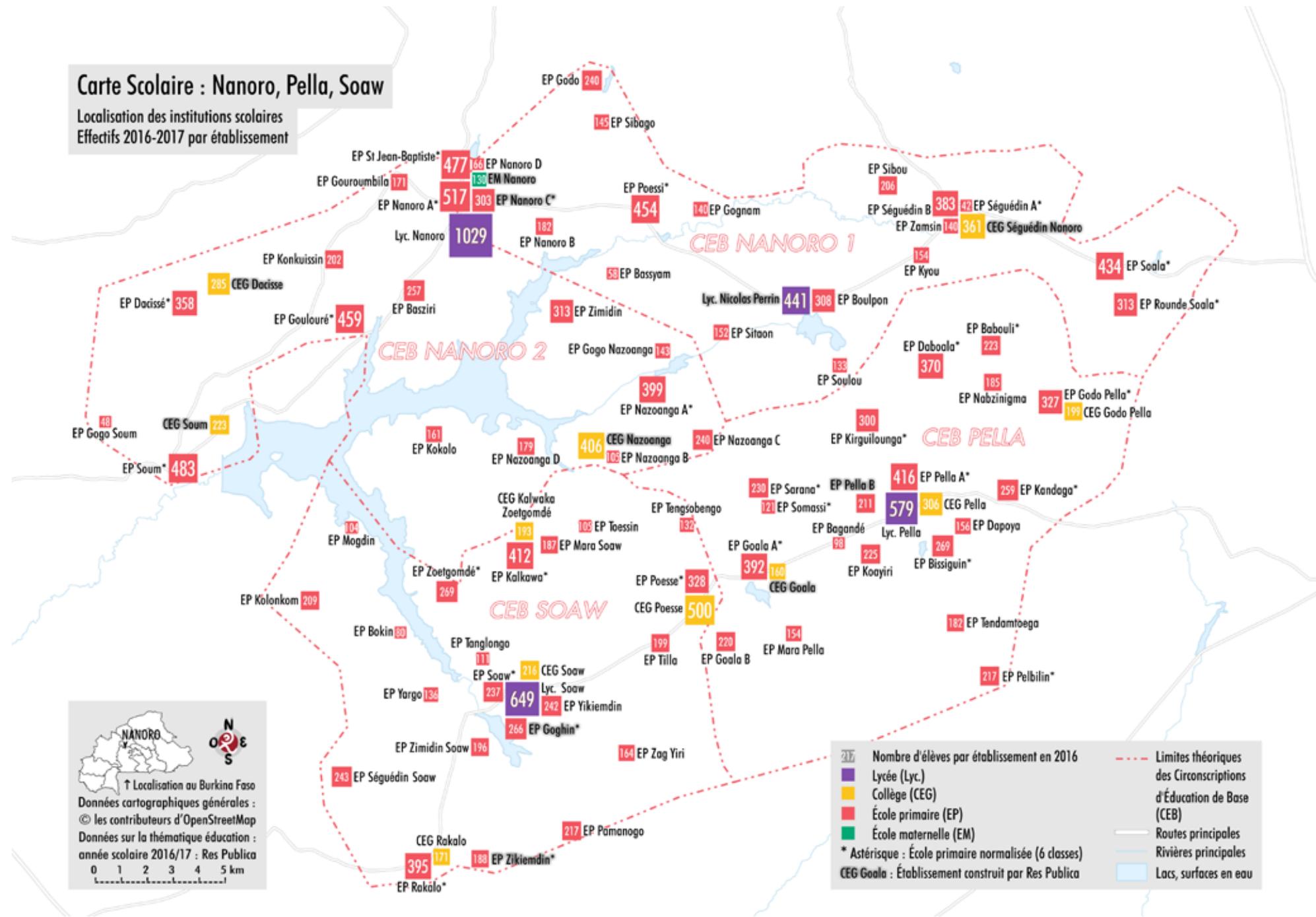
Loïc L'ANTON
Géomaticien et Cartographe

Effectifs Primaire	Filles	Garçons	Total	Ratio G / F
CEB de Nanoro 1	2 137	2 233	4 370	0,96
CEB de Nanoro 2	1 992	2 003	3 995	0,99
CEB de Pella	2 291	2 264	4 555	1,01
CEB de Soaw	2 291	2 129	4 420	1,08
Total (4 CEB)	8 711	8 629	17 340	1,01

Effectifs Secondaire	Filles	Garçons	Total	Ratio G / F
Collège	1 619	1 401	3 020	1,16
Lycée	1 309	1 389	2 698	0,94
Total secondaire	2 928	2 790	5 718	1,05

Carte Scolaire : Nanoro, Pella, Soaw

Localisation des institutions scolaires Effectifs 2016-2017 par établissement



↑ Localisation au Burkina Faso
Données cartographiques générales : © les contributeurs d'OpenStreetMap
Données sur la thématique éducation : année scolaire 2016/17 : Res Publica
0 1 2 3 4 5 km

■ 2016 Nombre d'élèves par établissement en 2016
■ Lycée (Lyc.)
■ Collège (CEG)
■ École primaire (EP)
■ École maternelle (EM)
--- Limites théoriques des Circonscriptions d'Éducation de Base (CEB)
--- Routes principales
--- Rivières principales
--- Lacs, surfaces en eau
 * Astérisque : École primaire normalisée (6 classes)
 CEG Goala : Établissement construit par Res Publica

INTERVIEW - EUGENIE UNE SALARIÉE DÉVOUÉE À PELLA



Je m'appelle Kabore Toubanga K. Eugénie, j'ai 36 ans, mariée et mère d'une fille de 8 ans. Titulaire d'un Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC), j'ai un niveau BEP II (Brevet d'Etudes Professionnelles) en comptabilité. Issue de milieu modeste et cadette de ma famille, j'ai dû suspendre mes études pour travailler et soutenir mes frères à l'école. J'ai acquis des expériences de secrétaire, de caissière, d'agent de recouvrement et d'opératrice des marchés publics...

Expériences à l'association Res Publica

Salariée à l'antenne burkinabè de Res Publica en tant que chargée d'animation à l'éducation, j'ai d'abord servi à Nanoro pendant cinq ans avant d'être affectée à Pella.

Cette commune constitue ma zone d'intervention prioritaire depuis septembre 2016, mais mes activités s'étendent également aux trois zones d'intervention de Res Publica (Nanoro-Soaw-Pella), dans le cadre du projet d'alphabétisation des femmes.

Mes activités consistent à :

- Assurer la coordination au sein des centres d'alphabétisation (méthode Reflect-Action) ;
- Accompagner les écoles primaires et secondaires dans la gestion des structures des parents d'élèves (APE-AME-COGES) mais aussi appuyer et sensibiliser les parents dans la scolarisation et le suivi de leurs enfants ;
- Promouvoir les activités génératrices de revenus (AGR) au sein des associations de mères éducatrices (AME) et la formation des structures des parents d'élèves (APE) au primaire et au secondaire ;
- Au-delà du suivi, de l'appui et du conseil des élèves parrainés par Res Publica, je pilote également la mise en œuvre des cantines endogènes au sein du primaire et du secondaire. Je sers également d'intermédiaire entre Res Publica et les partenaires locaux.

Une salariée polyvalente

L'encadrement des centres Alpha m'a surtout permis de développer des stratégies d'animation qui facilitent mes rencontres avec les parents d'élèves et rendent plus compréhensibles les campagnes de sensibilisation. Nous avons aussi créé une troupe théâtrale d'animation et de sensibilisations diverses à partir des centres Alpha (scolarisation des enfants, planning familial, etc).

A Nanoro où j'ai servi de 2011 à 2016, l'organisation des internats est l'activité à travers laquelle j'ai acquis le plus d'expérience. Ce fut une belle opportunité d'encadrer et d'assurer la formation des maitresses d'internat. Cette mission m'a permis d'avoir des connaissances relatives à la psychologie de l'adolescent. La diversification de nos activités dans le domaine de l'éducation et les importants moyens que met l'ONG à notre disposition pour ce programme, ont beaucoup fait évoluer le niveau de l'éducation dans nos communes d'intervention. Le taux de scolarisation a doublé et la parité fille/garçon tant attendue, a dépassé les perspectives (les filles étant maintenant plus nombreuses que les garçons dans certaines classes).

Les AGR dans les écoles, soutiennent énormément les activités scolaires et constituent une aubaine pour les mères qui s'octroient des micro-crédits à partir de la caisse de l'association des mères éducatrices que Res Publica alimente via des prêts sans intérêts.

Notre programme souhaite aboutir à un changement de mentalité chez les parents d'élèves dans le suivi et l'accompagnement de leurs enfants jusqu'à obtention d'un diplôme universitaire ou d'une formation débouchant sur un emploi. Mais il a également pour objectif de favoriser une autonomisation économique des femmes en milieu rural. Des femmes qui sont, bien souvent, plus impliquées dans le suivi et la scolarisation des enfants.

A tous les niveaux, les intervenants locaux de l'éducation (Mairie-CEB-Associations de parents d'élèves) conjuguent leurs efforts et accompagnent les actions de Res Publica afin d'atteindre les objectifs de développement qu'elle s'est toujours fixés.

K. Eugénie KABORE TOUBANGA

Animatrice chargée de l'Éducation formelle et informelle à Pella

RENDRE L'ÉCOLE ACCESSIBLE À TOUS

UNE MISSION CITOYENNE POUR RES PUBLICA



Dans sa mission de promouvoir l'éducation et de rendre l'école accessible à tous, Res Publica accorde des bourses aux enfants des villages burkinabè, dont les parents n'ont pas les moyens d'assurer leurs frais de scolarité. Grâce à cette initiative, l'ONG a suivi et accompagné plusieurs élèves, du primaire à leurs fins d'études. C'est ainsi que des centaines d'enfants ont vu leur destin complètement changé. Ils font aujourd'hui la fierté de toute une communauté.

Sur les traces de Blandine Bonkougou, technicienne spécialiste en engins lourds

« Née en 1993 à Nazoanga, d'un père cultivateur et d'une mère ménagère, j'ai effectué mes études primaires à l'école publique de Nazoanga. Comme tous les enfants de mon âge, j'ai eu très vite envie d'aller à l'école. Mais ce souhait peine à se réaliser par manque de moyens de mes parents.

En 1999, alors que j'habite avec ma grand-mère, je réussis à son insu, à rejoindre l'école. Une année plus tard, notre école a eu la chance d'accueillir l'ONG Res Publica, à travers sa présidente Madame Françoise Perrin. Dès lors, l'ONG nous donna un précieux coup de pouce qui se traduisit par l'achat de fournitures scolaires et par la prise en charge des frais de scolarité et de cantine, ce qui a été un vecteur d'encouragement. Les parents très soulagés par l'initiative, ont facilement laissé les enfants aller à l'école et les ont soutenus tout au long de leur cursus scolaire.

Boursière Res Publica

J'ai bénéficié d'une aide constante de Res Publica tout au long de ma scolarité. Prise en charge par l'association depuis le CP1, j'obtiens mon certificat d'études primaires en 2004 avec l'entrée en 6ème. Ce diplôme en poche et avec le soutien financier de Res Publica, j'ai choisi de m'orienter vers l'enseignement technique, en maintenance des véhicules automobiles dans l'établissement Gabriel Taborin (EGT) à Ouagadougou. J'y obtiens sans difficulté, le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) en 2008, le Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP) en 2011 et le baccalauréat professionnel, deux ans plus tard.

Il faut souligner que Res Publica nous accompagnait également pendant les vacances scolaires dans nos recherches de stages dans certains services, comme la CFAO, un concessionnaire de marque de véhicules automobiles, la SONABEL (Société Nationale d'Electricité du Burkina), ou au sein de « Burkina équipement », un concessionnaire de marque de matériels lourds de travaux publics.

Après l'obtention du baccalauréat et de nombreux stages, j'ai été embauchée en 2014 dans une société française en tant que technicienne en engins lourds.

Je suis épanouie dans mon travail et occupe actuellement le poste de chef d'équipe et formatrice. Une exception dans ce milieu habituellement réservé aux hommes !

Blandine Wendpouloumdé BONKOUNGOU
Chef d'équipe et formatrice



UNE ÉCOLE FLAMBANT NEUVE POUR LE VILLAGE DE KADJO

L'association Amitiés France Burkina Faso (AFBF) œuvre pour favoriser l'enseignement de base, par la construction d'écoles primaires dans les villages de brousse de la région de Banfora, située dans la province de la Comoé. Ces bâtiments accueillent des élèves scolarisés de l'enseignement primaire. En 20 ans, l'association a construit et réhabilité plus de 200 infrastructures scolaires et sanitaires dans une cinquantaine de villages.

Une partie non négligeable de ces constructions a été rendue possible grâce à un soutien financier constant et régulier de l'association Res Publica. Liliane et Sylvain qui vivent à Banfora depuis plus de 10 ans et qui sont de tous les chantiers, nous proposent de suivre la construction de l'école de Kadjo, financée par Res Publica.

Un village géographiquement isolé et administrativement défavorisé !

Situé à l'est de Banfora, au sud de la commune rurale de Sidéradougou, le village de Kadjo est très reculé et difficile d'accès. Il faut compter trois heures de mauvaise piste pour parcourir les 86 km qui séparent Kadjo de Banfora.

Constitué de deux grandes concessions et de nombreux hameaux de culture, Kadjo totalise environ 1800 habitants. L'école sous paillote est ouverte depuis octobre 2007 avec 107 élèves. Cette première promotion est arrivée en CM2 avec 75 candidats et a fait 41 admis au Certificat d'études primaires en 2013. Pour l'année scolaire 2016/2017, l'école totalise 210 élèves dont 56 en CM1, 73 en CE1 et 81 en CP1, toujours sous paillotes ! Et toujours aucune promesse de construction en dur, ni de l'état, ni des ONG.

Le coup de pouce des associations AFBF et Res Publica

Plusieurs visites de l'association Amitiés France Burkina Faso ont permis de vérifier la nécessité d'une école et la réelle motivation des villageois. Ces derniers ont réuni les agrégats nécessaires (sable, gravier, pierres sauvages) avant même que l'on annonce notre intention d'intervenir. Lors de la dernière réunion avant chantier, ils nous ont demandé également l'installation de latrines. Nous avons accepté, à condition que la fosse soit creusée par leurs soins dans la semaine suivante.

Pas de problème, en cinq jours la fosse de 50 m³ était creusée, malgré de nombreux gros rochers !

Notre chantier a donc débuté le 20 février 2017 par la fabrication des 4500 briques nécessaires, puis les maçons ont construit les bâtiments du 6 au 22 mars et les peintres ont pris le relais du 22 au 25 mars. La population a participé pleinement, à raison de 20 hommes chaque jour, de 7 h à 18 h. De leur côté, les femmes ont approvisionné le chantier en eau. C'est Oumarou, le directeur de l'école, qui a assuré la fonction de chef de chantier et qui a été omniprésent, réglant les inévitables petits problèmes.

Les constructions sont correctes, conformes aux plans, aucune malfaçon. Nous n'avons pas rencontré de gros problèmes sur ce chantier, si ce n'est avec les transports par camion, dont le coût est difficile à négocier en cette période de ramassage du coton.

Chacune des trois classes est équipée de 25 tables-bancs, un bureau et une chaise pour le maître. Quelle ne fut pas la surprise des élèves en découvrant leurs tables bancs...En effet la plupart d'entre eux n'en avait jamais vues !

Lors de la remise des clefs, les autorités du village, les enseignants et l'inspecteur n'ont pas tari de remerciements et d'éloges à l'égard des associations Amitiés France Burkina Faso et Res Publica pour cette réalisation.

Encore un pas de plus pour la scolarisation dans des conditions décentes en brousse. Mais le travail n'est pas terminé puisque nous avons encore 44 demandes de villages non satisfaites, dont 18 demandes pour le département de Sidéradougou.

Sylvain DUPARC

Vice-Président

Liane DUPARC

Trésorière

Amitiés France Burkina Faso



LA RESTAURATION DES SOLS : UNE PRIORITÉ AU BURKINA FASO

La combinaison des périodes de sécheresse (1970–1984), avec la croissance des populations et le maintien de techniques culturelles traditionnelles inappropriées, a déclenché rapidement un processus de dégradation des terres (sol et végétation). Le cas extrême d'un tel phénomène continu de dégradation des terres, au moins partiellement causé par l'homme, est appelé « désertification ».

Avec 45% des terres fortement dégradées, le potentiel productif des terroirs burkinabè est fortement réduit et n'est réversible, qu'au prix d'efforts considérables.

Des techniques traditionnelles de récupération des terres dégradées

Les actions de récupération concernent en grande partie le traitement des zipelés¹ (terrain vide en langue mooré) par des infrastructures de CES (Conservation des Eaux et du Sol).

Ces zipelés sont des terrains dégradés jusqu'au sous-sol par l'érosion hydrique et éolienne, dans lesquels même les plantes les plus résistantes ont du mal à avoir des racines. Ces terres, au fil du temps, deviennent incultes et peuvent subir un ravinement qui aboutit à une perte totale.

Parmi les méthodes les plus couramment employées nous pouvons citer :

- La construction de diguettes antiérosives et de cordons pierreux qui permettent à l'eau de pluie de rester dans les champs et de s'infiltrer progressivement au lieu de ruisseler ;
- La pratique du zaï qui est une culture en poquets permettant la concentration des éléments nutritifs au profit de la plante ;
- La pratique des demi-lunes qui est une réalisation proche du zaï mais en forme de demi-cercle de 4 m² avec au maximum 20 poquets de culture.

Des approches de solutions à la gestion de la fertilité des sols

Pour pouvoir maintenir ou augmenter la production agricole dans les champs de culture, la FDS (gestion de la fertilité des sols) est un pas incontournable qui doit suivre la CES.

L'exportation des éléments nutritifs par les récoltes des cultures doit être compensée par un apport en fertilisants de pareilles quantité et qualité (ou plus !). Sans la gestion de la fertilité, la CES seule ne peut pas garantir le maintien du niveau de production à long terme. La plupart des producteurs aménagistes sont conscients de cette relation et prennent leurs propres initiatives pour fertiliser leurs sols. La FDS a comme objectif d'accélérer cette intensification de l'agriculture et de disséminer les bonnes pratiques.

Parmi toutes ces techniques, la fumure organique est capitale car c'est elle qui intervient beaucoup dans l'amélioration de la structure et de la texture du sol. L'obtention du compost est promue par les fosses fumières et autres techniques locales.

A partir de l'introduction par Res Publica du volet agropastoral dans ses activités d'appui au développement, la question de récupération des terres dégradées est devenue une priorité. Ceci dans l'optique de prévenir la perte de terres arables.

Même si les techniques des diguettes en pierres créent un environnement plus propice que les autres méthodes (car elles canalisent les eaux en réduisant leur force de ruissellement), Res Publica a choisi de promouvoir la pratique du zaï et des demi-lunes. Pour plus de répliquabilité, la vulgarisation de ces techniques permettra de rendre ces méthodes appréhensibles et pérennes. Leur coût est moindre car elles sont avant tout basées sur la force de travail, et ce, sans apport d'agrégats.

Les premières applications pratiques ont débuté en 2012 avec la réalisation de petites superficies en zaï et demi-lunes dans les villages de Poessi et Boulpon dans la commune de Nanoro. Trois agriculteurs volontaires ont tenté l'expérience : Dieudonné Kazienga sur une superficie de 0,15 Ha à Poessi ainsi que Dominique et Marcel Kouraogo sur une superficie de 3,10 Ha à Boulpon.

Au total, nous avons pu fidéliser 328 producteurs sur trois années consécutives pour une superficie totale de 925 Ha, avec une moyenne d'au moins 2,5 Ha par personne. Ces chiffres correspondent à des paysans suivis de façon permanente mais il y a aussi ce que l'on appelle en « recherche-action » des curieux, non identifiés, qui adoptent aussi ces techniques.

En clair, l'accroissement progressif de ces superficies avance d'année en année de façon exponentielle... et tend à modifier les habitudes de travail de la terre, pour s'adapter aux changements climatiques et optimiser chaque parcelle et chaque goutte d'eau disponibles.

Tableau des rendements obtenus sur des zipelés récupérés en 2016

Les différents terrains	Rendements Kg/Ha		
	Sorgho	Mil	Niébé
Sur zipelés argilo-limoneux (cas de Boulpon)	975	1 000	1 350
Sur zipelés limoneux sableux (Cas de Bagandin / Pella)	950	1 025	1 540
Sur terrain classique	800	800	900

NB. : Ces données sont obtenues après la première année de test de démonstration

Ces résultats, obtenus sur une année, montrent déjà une raison de satisfaction à aller de l'avant avec ces deux techniques. La terre connaît en cette seule année une certaine porosité, qui favorise une bonne infiltration des eaux de pluies et qui permettra, à moyen terme, une récupération totale du zipelé. Ce n'est qu'au bout de trois ans que l'on pourra constater une avancée très significative tant sur la récupération des terres cultivables que sur la régénération naturelle de la flore locale.

Monirou YOROUBA
Responsable agro-pastoral

¹ Le terme zipelé désigne des terres érodées, devenues stériles, formant des plaques désertiques de plus en plus vastes et qui finissent par se rejoindre.



732

Agriculteurs bénéficiaires

24

OP soutenues

141 377 €

Budget 2016

LES ORGANISATIONS PAYSANNES

Pour l'année 2016, Res Publica a soutenu 24 Organisations Paysannes (OP) sur les communes de Nanoro, Pella et Soaw, soit un total de 732 agriculteurs aidés par l'ONG. Les Organisations Paysannes ont un statut juridique reconnu. Dans le cas présent, elles sont de quatre types : les groupements de femmes (OPF), les groupements d'hommes (OPH), les groupements de maraîchers (OPM) et les groupements de riziculteurs (OPR). Res Publica accompagne ces OP à travers la formation et l'accès au financement. Elle œuvre également à la promotion des activités agricoles et au développement des filières de transformation.



Analyse cartographique

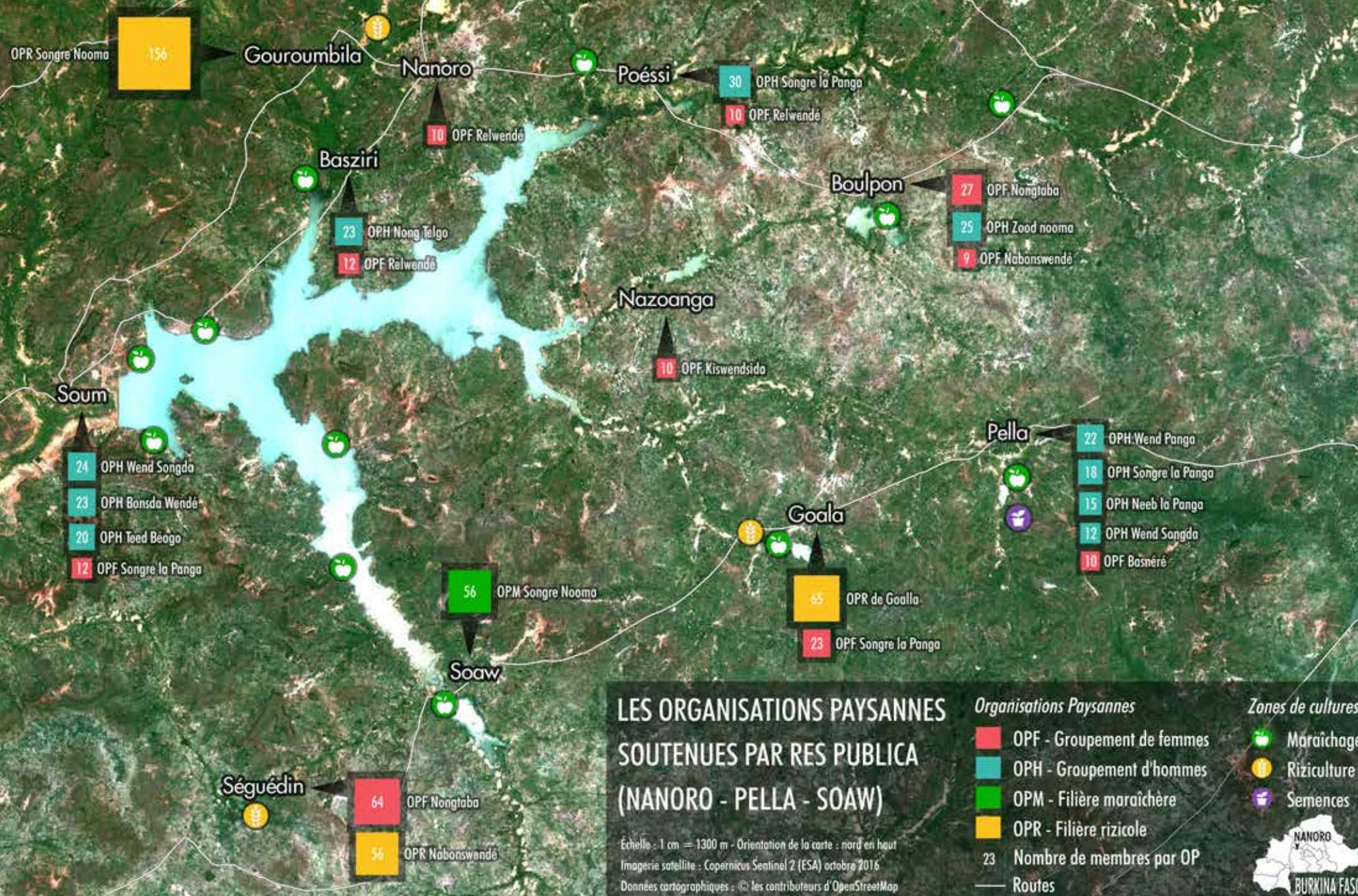
La carte sur la page de droite montre la répartition géographique des groupements de producteurs soutenus par l'ONG. On retrouve le nom de chaque OP, son type (classifié par couleur), ainsi que le nombre de membres du groupement. Des pictogrammes (maraîchage, riziculture, semences) permettent de localiser les principales zones de cultures des OP soutenues par Res Publica. En fond de carte on peut visualiser une imagerie satellite de la zone. Cette dernière a été prise le 2 octobre 2016, en fin de saison des pluies (hivernage). Il faut noter

qu'habituellement, à cette période de l'année, la végétation est très luxuriante sur cette partie du Sahel. Comparativement, on peut constater sur la miniature à gauche (imagerie satellite du 31 mars 2017) que ce milieu est très aride durant la saison sèche. Les agriculteurs burkinabè ont, depuis longtemps, aménagé différents dispositifs leur permettant de conserver l'eau issue des précipitations. On peut notamment citer les boullis, les digues des retenues d'eau ou les cordons pierreux. Sur l'image satellite on distingue très nettement l'imposant lac du barrage de Soum, établi sur la rivière Vranso à la jonction des communes de Kordié, Nanoro et Soaw.

Le lac du barrage de Soum

C'est en 2004 qu'ont commencé les travaux du Projet de Développement Hydro-Agricole de Soum, le barrage terminé en 2009 a vu la mise en eau de son immense réservoir, d'une capacité de 100 millions de mètres cubes d'eau. Le chantier du périmètre d'irrigation, un temps suspendu, a vu ses travaux de drainage et de parcellement reprendre en 2016. Les surfaces cultivées devraient à terme couvrir environ 1000 hectares de terres en aval du barrage. En attendant la mise en culture des zones d'irrigation, les agriculteurs ont acheté des motopompes pour puiser l'eau du réservoir et établir des parcelles de maraîchage directement sur les berges du lac. Par ailleurs, Res Publica aide les producteurs à s'outiller en motopompes en leur accordant des microcrédits. La future mise en place du périmètre d'irrigation de Soum devrait apporter de nombreux changements des pratiques agricoles sur cette zone.

Loïc L'ANTON
Géomaticien et Cartographe



LES ORGANISATIONS PAYSANNES SOUTENUES PAR RES PUBLICA (NANORO - PELLA - SOAW)

Echelle : 1 cm = 1300 m - Orientation de la carte : nord en haut
 Imagerie satellite : Copernicus Sentinel 2 (ESA) octobre 2016
 Données cartographiques : © les contributeurs d'OpenStreetMap

Organisations Paysannes	Zones de cultures
■ OPF - Groupement de femmes	🍏 Maraîchage
■ OPH - Groupement d'hommes	🌾 Riziculture
■ OPM - Filière maraîchère	🌱 Semences
■ OPR - Filière rizicole	
23 Nombre de membres par OP	
— Routes	

LA FERME AU MORINGA DE BOUSSOUMA



En 2011, le Comité Villageois de Développement (CVD) de Boussouma (situé à environ 40 kilomètres de Ouagadougou) contacte l'association Terre Solidaire, Connaissance, Partage et Développement (TSCPD) de Champigny-Sur-Marne dans le département du Val-de-Marne et l'association France Afrique Solidarité (FASO) de Villemomble - Seine-Saint-Denis, par l'intermédiaire de M. Belem Philibert, le représentant local des deux associations. Ces deux structures travaillent en France avec des lycéens, dans des projets humanitaires de développement par l'économique durable.

Le CVD voulait freiner l'exode rural de sa population (actuellement le Burkina Faso est confronté à un fort exode sur le minier) en créant des activités sur la culture et la transformation d'un arbre local nommé moringa. Le CVD a donc cédé un terrain de 1,5 hectare aux deux associations par un procès-verbal.

Sur place, nous avons remplacé la pompe manuelle par une pompe solaire qui fournit 25 m³ d'eau par jour : une partie de l'eau (5 m³) est utilisée par les habitants de Boussouma tandis que l'autre partie (20 m³) est utilisée par le centre de formation.

Promouvoir la culture du Moringa

En 2013, Res Publica a rejoint le projet en construisant un local-laboratoire répondant aux normes d'hygiène (murs et sols carrelés, séchoirs à clayettes). Les feuilles de moringa sont ainsi séchées sur place et conditionnées en sacs pour la vente. Pour l'instant, la partie transformation et conditionnement de la poudre est effectuée à Ouagadougou, dans l'attente de l'acquisition d'un moulin. Quant à la commercialisation, c'est dans la capitale que la totalité de la production trouve ses débouchés.

En même temps, nous faisons la promotion du moringa avec l'école primaire locale et réservons toujours 10% de la production pour des activités sociales : centre de santé, appui à la malnutrition et cantines scolaires.

Depuis lors, nous avons décidé d'utiliser au mieux les 20 m³ d'eau journaliers en mettant en place 8500 m² de goutte à goutte fournis par 8 réservoirs de 2 m³. Dans le même but d'optimisation de l'eau, une culture maraîchère (tomate, aubergine, maïs, courgette) est systématiquement associée à chaque arbre de moringa.

Deux jeunes garçons du village sont employés à temps complet et assurent le fonctionnement et l'entretien du site sous la responsabilité de Philibert. Quatre à cinq autres jeunes sont employés à temps partiel au moment des récoltes.

Un processus de suivi a été mis en place sur les cultures, les ventes, la consommation d'eau et la maintenance du centre agricole. L'objectif affiché est d'atteindre l'autonomie financière du centre.

Une démarche de certification biologique est en cours avec l'appui de Bioprotect. A partir de 2015, nous avons renoncé aux intrants conventionnels (engrais et pesticides) pour revenir aux produits naturels tels que la fumure organique et les pesticides bio locaux à base de neem.

Nous espérons que ce centre de formation agricole devienne une référence régionale sur la culture du moringa oleifera. L'année 2018 devrait permettre de valider la véracité de son modèle économique.

Christian CUBELLS
Président TSCPD



TÉMOIGNAGE : L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE AU FÉMININ



Martine Bonkougou a fait partie de la vie de Res Publica de différentes façons. D'abord élève boursière, puis salariée de l'association, elle a évolué à nos côtés pendant une dizaine d'années. Elle nous raconte son parcours atypique :

Je m'appelle Martine Bonkougou. Je suis native du village de Nazoanga, commune de Nanoro. Mes parents sont agriculteurs. Je suis mariée et mère de deux petits garçons.

En 2001, après avoir été reçue au CEP, Res Publica octroie une bourse à 10 élèves réussissant le test d'intégration au LPA (lycée professionnel agricole) de Nanoro. Nous étions huit garçons et deux filles. Peu de filles, à cette époque, envisageaient une carrière dans des activités agro-pastorales. Après l'obtention du CAP agricole en 2005, je travaille une année dans la production maraîchère avec mes camarades promotionnaires sur un jardin communautaire.

Toujours partante pour accroître mes connaissances en agriculture, je sollicite Madame Perrin pour différentes formations : d'abord au CEAS (Centre écologique Albert Schweitzer) à Ouagadougou, puis à la maison de l'aviculture à Bobo.

A mon retour, je suis embauchée par Res Publica en tant que responsable des activités génératrices de revenus tout en suivant une formation agropastorale. J'ai eu à mettre en place une dizaine de groupements de femmes, OPF* de 15 à 20 femmes. Après avoir suivi des formations sur plusieurs activités (purée de tomate, huile de neem, beurre de karité, poudre de moringa, étuvage du riz, savon ...), j'ai moi-même dispensé ce savoir-faire auprès des groupements. La recherche de débouchés commerciaux faisait également partie de ma mission. Très impliquée et passionnée par la promotion du moringa, je rencontre lors d'une session Arsène Savadogo, mon futur mari. Après mon mariage, je quitte Res Publica pour rejoindre la société « Bioprotect » nouvellement créée par mon mari.

« **Bioprotect** » est une entreprise active dans l'agriculture biologique à travers la Recherche et le Développement, la formation, l'appui technique, la formulation et la production d'intrants biologiques. Elle assure aussi la commercialisation des intrants et de certains produits agricoles comme le sésame bio.

En février 2014, j'effectue des sorties terrains où je rencontre les producteurs utilisateurs des produits bioprotect. Devant leurs difficultés à vendre leur production et aussi devant l'intérêt croissant des consommateurs pour une alimentation saine, je réfléchis à un **système d'approche et mets en place un circuit de distribution à travers « les paniers bioprotect »**.

Comment parvenir à me faire reconnaître dans un système de vente encore inconnu ? Autant que de moyens financiers j'avais besoin d'être mise en confiance. Henri Girard de l'association AZN et Anne-Marie Berger de Res Publica m'ont toujours encouragée dans mes initiatives. En 2016, ils me font rencontrer « **les Fruits du Partage** » une association savoyarde qui m'a permis d'acquérir un triporteur et de payer deux permis de conduire, tout en bénéficiant des conseils de ces partenaires amis.

Aujourd'hui, « Les paniers bioprotect » travaillent en direct avec plus de 400 maraîchers. 200 paniers par mois sont livrés directement à domicile grâce au triporteur qui assure également l'approvisionnement de trois points de vente à Ouagadougou. Récemment une boutique écobio, à notre enseigne, a ouvert dans un quartier de Ouaga. Notre clientèle est constituée de 50% d'expatriés et 50% de nationaux. Actuellement, « les paniers bioprotect » emploient six personnes à temps plein.



En décembre 2016, l'Etat Français dans son programme « la France s'engage au Sud » a récompensé l'ensemble de nos activités pour notre innovation à caractère social. A signaler que sur 800 projets, seuls 10 ont été retenus.

Grâce également au financement du RONGEAD¹ les légumes ont obtenu un label reconnu au niveau national : BIO SPG (système participatif de garantie), détenu par le Conseil National de l'Agriculture Biologique.

Je conclurai en disant que je suis heureuse de contribuer à faire évoluer le monde agricole en exerçant un métier qui me passionne.

Je remercie du fond du cœur Madame Perrin par qui toute l'aventure a commencé.

*Entretien recueilli par Anne-Marie BERGER
Bénévole, Chargée Agro-pastoral*

⁰OPF : Organisation professionnelle féminine

¹RONGEAD : Réseau Européen des Organisations Non Gouvernementales sur les questions Agro-alimentaires, l'environnement et le développement. Le RONGEAD a pour objet de promouvoir des partenariats avec des ONG du Nord et des ONG du Sud sur la base de projets développés en commun.

UN NOUVEAU DISPENSAIRE URBAIN POUR LA COMMUNE DE NANORO



La commune de Nanoro vient de bénéficier d'un nouveau dispensaire urbain, dont la construction a été financée par Res Publica.

Bâti sur une zone de 3 hectares à l'entrée de Nanoro, le nouveau dispensaire se compose de plusieurs bâtiments en blocs de latérite taillée, à l'image de ceux construits dans les villages de Soum, Soaw, Nazoanga et Somassi.

L'aire sanitaire permettra, dans le futur, des extensions d'ores et déjà prévisibles, compte tenu du niveau d'activité atteint par le dispensaire (plus de 1 200 consultations par mois lors de la période épidémique du paludisme). L'adduction d'eau vers les bâtiments se fait à partir du forage qui se trouve dans l'enceinte. L'électricité, elle, est fournie directement par le réseau national.

Un centre de santé qui répond à un réel besoin sanitaire

Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement sanitaire de la commune de Nanoro. « La construction du nouveau dispensaire a permis de mettre un terme à l'utilisation d'anciens locaux vétustes pour ne pas dire inadaptés à l'activité sanitaire croissante générée par le développement de Nanoro », précise le Docteur Gérard Fournel, fondateur d'Entraide Médicale Eugène Jamot (EMEJ).

Inauguration du dispensaire

Le nouveau dispensaire urbain de Nanoro a été inauguré le 14 février 2017 en présence des autorités gouvernementales et locales, et des habitants de la commune de Nanoro. Discours officiels, coupure de ruban mais aussi chants et danses ont rythmé la journée d'inauguration!

Le Docteur Fournel passe la main

La réalisation du nouveau dispensaire urbain de Nanoro marque une nouvelle étape dans la vie de l'association « Entraide Médicale Eugène Jamot ». Le Docteur Gérard Fournel, fondateur et président de l'association pendant 20 ans, a cédé sa place à Madame Françoise Deville en avril dernier au cours de l'Assemblée Générale annuelle d'EMEJ.

Pour le Docteur Fournel, « EMEJ va débiter une nouvelle période avec une autre équipe dirigeante et avec d'autres conceptions sans doute. Il est peut-être nécessaire qu'une autre vision des choses, qu'une autre façon d'affronter les problèmes dirigent désormais notre association. Les choses doivent évoluer. Il est bien que d'autres apportent leur bonne volonté, leurs connaissances et leur temps à la poursuite de l'œuvre engagée officiellement en 1992 ». Avant d'ajouter : « je n'oublierai pas de remercier Madame et Monsieur Perrin qui, par le truchement de Res Publica, nous ont accordé un soutien financier considérable dans une confiance absolue : sans eux, l'ampleur de nos réalisations s'en serait retrouvée bien amoindrie ».

Aïssata TRAORE

Chargée de mission RES PUBLICA

211 532 €

Budget 2016



CINEBROUSSE REPART DE PLUS BELLE



Après une édition 2016 annulée en raison de la situation troublée au Burkina Faso, Cinébrousse est revenu du 1er au 23 février 2017, pour la 8^{ème} édition, parcourir la campagne du nord de la province du Boulkiemdé afin de faire découvrir le cinéma africain aux populations de villages dépourvus d'électricité.

L'équipe enregistrait cette année l'arrivée de deux nouveaux bénévoles : Jean Claude Ouédraogo et moi-même. Jean-Claude, jeune Burkinabè de 28 ans qui souhaite faire carrière caméra au poing, montrait de belles facultés d'adaptation sur la connaissance et l'entretien du matériel qu'il faut impérativement protéger de cette poussière rouge de latérite qui s'infiltrait partout. Notre intégration fut rapide au sein d'une équipe se connaissant de longue date.

De « Sia, le rêve du python » au village de Goulouré, jusqu'à « A Karim Na Sala » à Dacissé, ce sont 8 films qui furent présentés dans 14 villages. Ces films ont la particularité d'être tous en langue mooré afin d'être accessibles aux populations locales : six le sont en version originale et deux ont été doublés par nos soins.

Une pièce de théâtre avec la troupe dirigée par Lambert Zabré couronna cette saison sur la place de Nanoro.

A chaque escale, la séance se déroule de façon similaire avec une arrivée en fin d'après-midi à proximité de l'école, et l'accueil par les enfants, ravis par avance du spectacle. Pendant l'installation du matériel et le branchement sur le groupe électrogène, quelques photos des enfants sont prises et projetées en début de séance. La dextérité d'Achille, notre technicien-chauffeur, et d'Oumarou, notre interprète, pour déplier et monter l'écran est remarquable. Au fur et à mesure de la tombée du jour, après les jeunes enfants, ce sont les adolescents qui arrivent, précédant les hommes puis, enfin, les femmes.

Après la projection des photos, un film muet de Charlot, en noir et blanc, fait rire aux éclats un public conquis par le comique de situation. Puis vient le grand film, faisant honneur au cinéma burkinabè, qui aborde des problèmes de la vie quotidienne et de société, comme notamment le mariage forcé des jeunes filles et l'excision. Oumarou entame ensuite une discussion avec les spectateurs pour les faire réagir et leur donner, pour une fois, la parole.

Plus de 600 personnes ont assisté aux dernières séances à Sarana et Dacissé. La soirée se termine généralement par un repas partagé avec le directeur et les enseignants de l'école dans une ambiance très conviviale.

Cinébrousse prépare déjà l'avenir avec le doublage d'un nouveau film, « Rêves de poussière » de Laurent Salgues, tourné sur la mine d'or d'Essakane et envisage la préparation d'une tournée en direction des collégiens.

L'accueil réservé, au fil de ces soirées, par un public privé de loisirs et de distractions, est la motivation la plus stimulante pour Cinébrousse de continuer l'aventure.

*Chronique de Jean Bernard VIEL
Dernière recrue Cinébrousse*

8 000
Spectateurs

14
Villages

14
Débats



7 MARS : JOURNÉE CULTURELLE DU LYCÉE NICOLAS PERRIN DE BOULPON

Le lycée Nicolas Perrin de Boulpon organise depuis 2014 une journée culturelle. La manifestation annuelle favorise la cohésion sociale tout en mettant en valeur les pratiques et les réalités culturelles de la région.

L'édition 2017 s'est déroulée le 7 mars dernier dans une ambiance festive. Les élèves ont ainsi pu participer en qualité d'acteurs ou de spectateurs aux différentes prestations artistiques. La célébration de cette journée a été présidée par Madame Françoise Perrin, présidente de Res Publica, aux côtés des autorités locales notamment, le Chef coutumier de Boulpon et le Directeur du collège d'enseignement général de Séguédin.

Après le discours de bienvenue du proviseur du lycée, Madame Perrin s'est réjouie du climat de quiétude et de stabilité qui prévaut cette année au lycée Nicolas Perrin, avant de saluer les efforts de l'équipe éducative pour la bonne marche de l'établissement scolaire. La présidente de Res Publica a mis l'occasion à profit pour réitérer le soutien total de Res Publica aux élèves qui se démarqueront par leur discipline et leur mérite.



Une prestation citoyenne

Les élèves « défenseurs des valeurs civiques » recrutés sur la base du volontariat, ont proposé « une prestation citoyenne ». Habillés en uniforme, ils ont défilé et se sont regroupés autour du mât, entonnant en chœur l'Hymne National « Ditanyè » pour la montée des couleurs.

Ce groupe d'une cinquantaine de jeunes est chargé chaque matin du lever du drapeau et du respect des notions de civisme auprès de leurs camarades. Ils sont considérés comme des élèves modèles qui doivent donner l'exemple, comme à l'occasion de la célébration des journées de salubrité. Une fois par semaine, ces élèves suivent 1h30 de cours de civisme, dispensé par l'attaché d'éducation. La démarche relative à l'éducation civique, vise à responsabiliser l'élève et à assurer la fonction socialisante de l'école.



Une grande fête de la diversité culturelle

Champ d'expression pour l'épanouissement effectif des adolescents, toutes les activités proposées étaient en lien avec les réalités culturelles de la région du Boulkiemdé. Défilés en tenue traditionnelle, danses (Waarba & Wiiré) et chants traditionnels... Tout était réuni pour la réussite de cette journée. Elle s'est terminée en apothéose avec le match de football qui a opposé le lycée Nicolas Perrin et le collège d'enseignement général de Nazoanga. Vivement l'année prochaine !

Aïssata TRAORE
Chargée de mission RES PUBLICA

LE DÉVELOPPEMENT DES BIBLIOTHÈQUES EN BROUSSE SE POURSUIT



Res Publica s'est dotée dans le Boulkiemdé d'une équipe stable de bibliothécaires. Ce personnel dynamique se professionnalise ; il a pour mission de développer la lecture, gage d'ouverture au monde et de réussite scolaire.

Trois structures fonctionnent à ce jour. En septembre 2017, une quatrième bibliothèque ouvrira ses portes dans le collège de Nazoanga. Petit bilan après dix ans de fonctionnement et points de vue des bibliothécaires.

À Nanoro : une nouvelle identité pour la bibliothèque

La bibliothèque porte désormais le nom du premier écrivain voltaïque : Dimdolobso. Ce grand baptême a eu lieu le 29 octobre 2016, rassemblant des personnalités, la population locale et la famille de l'écrivain venue de son village natal : Sao. Cette structure, créée en 2006, est unique sur la commune et s'inscrit dans une politique de développement culturel de Res Publica.

« L'accès des populations à la bibliothèque à moindre coût est un des défis majeurs de notre politique d'éducation au Burkina Faso. L'abonnement coûte la modique somme de 500 francs CFA par an (moins d'un euro).

J'invite tous ceux qui veulent se cultiver par la lecture à venir massivement dans notre « maison du savoir » pour continuer leur formation. Je suis très content de gérer cette bibliothèque de qualité. En 2016, nous comptons plus de 150 abonnés et 2000 prêts par an », témoigne Justin Kientega, bibliothécaire, le jour de l'inauguration.

À Boulpon : la salle de lecture ne désemplit pas !

Cette bibliothèque communautaire, installée au sein du lycée Nicolas Perrin de Boulpon, mais ouverte à tout public depuis 2012, connaît une forte fréquentation aux heures de récréation.

La collaboration avec l'équipe des enseignants est un point fort et le travail du bibliothécaire bat son plein dans un lieu agréable qui reste à électrifier.

L'activité régulière de lecture des collégiens a certainement concouru à leur réussite au BEPC (61,97% d'admis en 2017).

Paul Raogo Compaoré, bibliothécaire en poste, s'en réjouit et nous confie sa passion pour le livre : «Ma fonction me satisfait. Elle me nourrit de connaissances intellectuelles. Elle me met aussi en relation avec le monde entier, sans aucun déplacement ! J'aimerais à l'avenir organiser une journée de lecture et récompenser les meilleurs lecteurs. Ça motiverait d'autres élèves à venir emprunter des documents».

À Soaw : Au cœur du quartier de Goghin, la bibliothèque redémarre ...

Après deux déménagements, un recrutement inadapté et la perte de nombreux livres, la structure a fermé ses portes au public pendant un an. Depuis 2016, date de réouverture, la structure peine à accueillir du monde.

C'est une affaire de temps, nous confie Christian Savadogo, nouvellement recruté. Il s'impatiente mais il accueille déjà ses « habitués » !

« Les lecteurs les plus assidus sont les gendarmes de la circonscription. Ils motivent d'autres collègues fonctionnaires à venir s'abonner. Ils encouragent les enfants à lire en leur disant : Si l'argent se « finit », le savoir, lui, reste toujours. C'est grâce à lui que vous réussirez dans la vie !

J'aimerais à l'avenir organiser des débats à la bibliothèque autour d'un sujet avec la population locale. Je suis sûr qu'ils prendraient ainsi goût à la lecture », indique Christian Savadogo.

La promotion de la lecture en milieu rural, chère à Res Publica, s'étendra à d'autres communes de la province. La prochaine bibliothèque ouvrira ses portes au collège de Nazoanga à la rentrée prochaine. Un projet qui suscite déjà curiosité et impatience !

Christine ALLOT-BOUTY
Bénévole

SUR LES TRACES DE HAMMADY CHÉRIF BAH, JOURNALISTE GUINÉEN



J'étais à l'époque employé au sein de la radio-télévision Gangan quand j'ai intégré en 2013 une formation en journalisme. Financée par l'association Res Publica, cette formation fut menée en partenariat avec l'association Reporters Solidaires et le Club de la Presse de Guinée.

Assurée par des journalistes de l'association Reporters Solidaires, cette formation s'inscrivait dans le cadre d'un renforcement des capacités des journalistes guinéens. Elle s'est déroulée sur deux ans, soit deux sessions d'une semaine par an. Durant ces quatre sessions, des thèmes de base tels que la législation, la déontologie et l'éthique journalistique, mais aussi la couverture médiatique en temps de crise (campagnes électorales, manifestations politiques, élections présidentielles...), ou la couverture des activités parlementaires, les rubriques journalistiques, les genres journalistiques et l'enquête journalistique ont été développés.

Au terme de la 4^{ème} session de formation en 2015, je suis sélectionné pour suivre un Master 2 à l'Institut de la Communication et de l'Information (ICOM) de l'Université Lyon 2. Grâce à la bourse de Res Publica, je suis initié à la conception des sites internet et des applications mobiles à travers la programmation (html, css). Je découvre une autre forme d'utilisation des réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Story file...). J'apprends également la conception des jeux sérieux ou la gamification de l'information.

Pour valider mon Master 2, je dois effectuer un stage de quatre mois à l'étranger. Après les congés de Noël, je suis accepté pour une durée de trois mois au sein d'une télévision guinéenne : Espace TV. Je mets à profit cette période pour mettre en pratique mes connaissances théoriques. Je réalise des web-documentaires sur le quotidien des guinéens, tels que les difficultés de circulation à Conakry ou encore l'utilisation du charbon de bois dans les ménages.

Ces différents stages et formations, menés en Guinée et en France, m'ont permis de devenir autonome et polyvalent tout en apportant un changement qualitatif à ma pratique journalistique. Je suis désormais un journaliste complet, capable de travailler en radio, en télévision et dans le domaine numérique.

A l'issue des constats faits sur les conditions de vie et de travail des journalistes en Guinée, entre autres, la mauvaise rémunération qui a pour conséquence la corruption, l'insécurité à laquelle ils sont exposés (bastonnade, prison, disparition...), mais aussi la pauvreté du contenu des programmes des télévisions et la quasi absence d'agences de production audiovisuelles, je souhaite mettre en place une agence à Conakry.

Ayant les connaissances requises pour gérer ce genre de structure, j'estime que seule cette solution m'apportera liberté, autonomie et sécurité. Je souhaite ainsi apporter une contribution saine et indépendante à la construction politique et socio-économique de la Guinée en qualité de journaliste auto-entrepreneur.

Hammady Cherif BAH
Journaliste Indépendant

RES PUBLICA SOUTIENT LA FORMATION DES JOURNALISTES GUINÉENS



Trente-et-un journalistes guinéens de radios publiques et privées, et de la presse en ligne venus d'une quinzaine de villes de l'intérieur du pays - hors Conakry - ont participé du 21 au 30 Novembre 2016, à la première session du nouveau programme de formation initié par African Crisis Group (ACG) avec le soutien financier de Res Publica.

Cette formation a été organisée par Reporters Solidaires en collaboration avec l'Association des journalistes et animateurs de Kindia (AJAK) et l'Association des jeunes reporters (AJR) de Guinée.

En six jours, **sur un rythme soutenu et dans une ambiance chaleureuse à tous points de vue**, cette formation a permis d'engager le programme avec des journalistes en exercice mais qui n'avaient pour la plupart d'entre eux jamais suivi de formation initiale en journalisme.

Le contexte

Ceux qu'on appelle les « **journalistes de l'intérieur du pays** », c'est-à-dire exerçant en-dehors de la capitale, sont particulièrement isolés et ne bénéficient pas des mêmes actions de formation que leurs consœurs et confrères de Conakry. C'est pourquoi, dès le lancement du premier programme demandé par ACG et qui s'est déroulé entre 2013 et 2015 à Conakry, s'est posée la question de la formation de ces journalistes. Le choix s'est porté sur la programmation de quatre sessions sur deux ans à Kindia, ville située à 135 km de la capitale, afin d'éviter aux stagiaires de venir jusqu'à Conakry.

La session de formation

La session s'est déroulée sur six jours non-stop, dans le Centre d'écoute, de conseil et d'orientation des jeunes (CECOJE), situé en plein centre-ville de Kindia. Notre approche confraternelle et interactive a donné lieu à beaucoup d'échanges, notamment sur la couverture électorale, sujet qui reste sensible en Guinée.

Le journal Kindia Info 1, réalisé sur un blog, reprenait les trois genres journalistiques étudiés. Huit groupes de participants ont été constitués, avec pour mission d'effectuer chacun un sujet à l'écrit et en radio. Malgré le peu de temps imparti à ce blog, nous avons réussi à tenir les délais, en travaillant souvent tard le soir avec les stagiaires.

Le dernier jour de la session, un test écrit a permis de faire le point sur les connaissances, plutôt bien acquises, des stagiaires. Puis, comme lors des autres sessions de Reporters Solidaires, un questionnaire d'évaluation a été rempli par les journalistes stagiaires.

Ce programme est bienvenu car nous avons constaté **une forte disparité avec les stagiaires** formés précédemment à Conakry. La plupart d'entre eux n'ont ni carte de presse ni formation initiale mais surtout, ont besoin de soutien et d'être confortés dans leur métier, encore plus difficile à exercer en raison des pressions locales qu'ils subissent et du manque de moyens dont ils disposent. Comme pour les sessions précédentes, nous avons apprécié **la motivation, l'enthousiasme et la réactivité des participants**. Leurs remarques sont très positives et nous incitent fortement à poursuivre le cycle de formation entamé.

Christine COGNAT
Présidente de Reporters Solidaires

30 journalistes formés

Bénéficiaires directs

22 318 €

Budget 2016

TRIBUNE À UN PARTENAIRE :

ASSOCIATION TOULONNAISE D'AIDE AU CERCLE D'ANDÉRAMBOUKANE AU MALI



La commune de Toulon-sur-Arroux en région Bourgogne-Franche-Comté, est jumelée depuis 1997 avec Ibalaghane, un village malien essentiellement Touareg, proche de la frontière nigérienne et faisant partie de la commune d'Andéramboukane, région de Ménaka.

L'Association Toulonnaise d'aide au cercle d'Andéramboukane au Mali (ATACAM), multiplie des actions de solidarité depuis une vingtaine d'années afin d'aider les habitants du village à améliorer leurs conditions de vie. Consciente de l'urgence des besoins les plus élémentaires dans le village, l'association développe des initiatives qui se traduisent par :

- **Une aide à l'alimentation** : avec l'achat de vaches pour un troupeau communautaire, de mil pour le démarrage d'une banque de céréales, de matériel et de viande pour la cantine scolaire et de fourrage pour les troupeaux ; Suite à une sécheresse puis à une invasion de criquets, une aide d'urgence fut également mise en place. Les habitants avaient également la possibilité d'effectuer des prêts pour l'achat de bétail, la réparation du puits et de sa pompe, etc ;
- **Une aide à l'amélioration de la santé** : en soutenant la formation d'un aide-soignant et d'un infirmier et en facilitant l'achat de médicaments à la pharmacie de Gao ;
- **Des actions pour l'éducation** : construction du bâtiment de l'école, des latrines et d'une maison équipée de panneaux solaires pour loger les enseignants, appui permanent au fonctionnement de l'école et de la cantine, financement d'un cycle d'alphabétisation pour les adultes du village.

Une rencontre fructueuse

C'est en 2012 que Geneviève Germain, présidente du jumelage, rencontre Françoise Perrin, présidente de l'association Res Publica. La décision est prise d'épauler notre association dans le redémarrage du CESCO¹ (rendu inutilisable suite aux destructions subies par la rébellion) au niveau matériel et médicaments. Depuis, ATACAM bénéficie d'un appui régulier de Res Publica notamment, sur des projets liés à la lutte contre la malnutrition et la sensibilisation à l'hygiène.

La nécessité de réorienter nos actions

Jusqu'au déclenchement des hostilités au nord Mali, nous nous rendions régulièrement au village pour contrôler l'avancement de nos actions. Nous y séjournions environ quinze jours. Les relations étroites avec tous les membres des autres jumelages ou ONG de notre fédération FCDM (France Cercle de Ménaka) nous permettaient d'entretenir un climat de confiance avec les populations et un suivi particulièrement efficace.

Dès lors que les événements nous ont interdit tout déplacement au Sahel, nous privant ainsi de tout suivi et vérification, nous avons changé notre manière de fonctionner. Des difficultés étant aussi apparues avec les représentants du village, nous avons donc décidé de revoir l'orientation de nos actions en s'appuyant sur des personnes de confiance et en ciblant principalement le soutien à la santé par l'intermédiaire de notre représentant local Batanaré.



Qui est Batanaré avec lequel cette relation de confiance est établie aujourd'hui pour mener l'essentiel de nos actions ?

De son vrai nom Youssouf Ag Amiyimi, Batanaré est infirmier responsable du centre de santé d'Andéramboukane. Lors de notre premier voyage en 1997, il avait 8 ans et déjà le courant était passé avec ce gamin. Il était présent pour nous accueillir à chaque déplacement et nous avons commencé à suivre sa scolarité. **Sa conviction souvent répétée de revenir aider les siens et sa région lorsqu'il aura son diplôme d'infirmier nous a convaincus.** Nous l'avons aidé financièrement pour devenir aide-soignant puis avoir son diplôme d'infirmier à Niamey. Promesse tenue, il est revenu chez lui pour être aujourd'hui dépositaire de nos actions.

Actuellement, **Res Publica apporte son aide au projet de lutte contre la malnutrition** initié par Batanaré. Le financement octroyé sert à sortir d'une malnutrition sévère (définitivement ! sauf bien sûr quelques cas) environ 80 enfants et 40 femmes enceintes ou allaitantes ainsi que des personnes très âgées. Après un dépistage hebdomadaire sur un rayon d'action de 15 kilomètres, l'infirmier ouvre des cantines sur des sites de rassemblement Touaregs. Deux jours par semaine, on nourrit et surtout, on apprend à préparer la nourriture. Au bout de quatre mois lorsque la malnutrition aigüe est solutionnée, ce sont les femmes qui prennent le relai avec leurs propres moyens (nourriture locale). Côté éducation, nous avons pris en charge la scolarité de dix enfants émigrés au Niger, l'école d'Ibalaghane ne fonctionnant plus suite aux actes terroristes.

A l'heure où le peuple sahélien subit les conséquences des actes insensés de fanatiques djihadistes et où des milliers d'hommes prennent des risques insensés pour fuir un pays où ils n'ont pas d'avenir, le soutien financier et moral de Res Publica est crucial. Il nous a permis de réaliser un projet cohérent et de fixer des objectifs irréalisables sans cette aide. Res Publica nous incite à continuer notre soutien et à donner un peu d'espoir à la population d'Andéramboukane. Nous l'en remercions.

Paul DUMONT
Secrétaire d'ATACAM

¹CESCOM : centre de santé communautaire

4 017 €

Budget 2016

NOTRE PARTENAIRE AU NICARAGUA FÊTE SES 30 ANS !



Depuis 2006, Res Publica soutient les habitants des communautés rurales isolées du Nicaragua en participant au financement de projets d'eau potable et d'assainissement menés à bien par l'ONG Agua Para La Vida (APLV). Au fil des années, nous avons réussi à établir une relation de confiance avec cette organisation, qui a su prouver l'efficacité de son modèle de développement au cours des différentes missions de suivi effectuées chaque année par notre équipe.

APLV fête cette année ses 30 ans, une occasion pour nous de revenir sur les raisons pour lesquelles nous avons confiance en la qualité du travail effectué par ce partenaire local.

Une expertise technique

APLV est spécialisée dans la construction de systèmes d'adduction gravitaire d'eau potable en zones rurales, une expertise développée par très peu d'ONG. Pourtant, cette technologie permet d'avoir des projets pérennes puisque son coût de maintenance est à la portée des communautés visées, grâce à un fonctionnement sans énergie extérieure et un coût environnemental quasiment nul.

De plus, les membres fondateurs d'APLV ont créé trois programmes informatiques visant à répondre aux défis spécifiques liés au design des différents composants du système : Air in pipes, Neatwork, et Abridge. Ces logiciels, en accès libre depuis la page internet www.aplv.org, permettent d'optimiser et de garantir la qualité et le coût du système. L'ONG a d'ailleurs reçu en 2015 le premier prix en Eau et Assainissement décerné par la Banque Interaméricaine du Développement (BID) pour ces outils innovants, adaptés aux caractéristiques spécifiques des zones rurales.

APLV est soucieuse de transmettre ses compétences et de renforcer les capacités techniques locales. Dans cette optique, l'organisation a créé en 1996 une école

technique d'eau potable, qui offre un programme de 2 ans et demi avec bourse complète à des jeunes nicaraguayens issus de milieux ruraux, afin que ceux-ci deviennent des professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Une approche holistique pour des résultats durables

Les projets mis en place par APLV ont été pensés de manière à avoir un véritable impact sur les conditions de vie des populations. En plus de leur donner un accès durable à l'eau potable, les projets d'APLV incluent toujours la construction d'infrastructures sanitaires (latrines) ainsi que des formations afin de renforcer les connaissances des communautés en matière d'organisation sociale, d'éducation sanitaire et de protection de l'environnement.

Tout est mis en place pour que les projets financés soient durables et permettent le développement des communautés bénéficiaires sur le long terme. Les formations sont dispensées à la population en général, aux élèves des écoles primaires du secteur et aux membres du Comité villageois d'Eau et Assainissement. Ce Comité est formé à l'administration, l'opération et la maintenance du système tout au long du projet et devient légalement l'entité responsable du réseau d'eau, soutenue par les autorités locales.

Ce modèle de développement permet aux populations bénéficiaires d'être autonomes puisqu'elles reçoivent toutes les connaissances nécessaires pour autogérer et autofinancer leur système sur le long terme.

La communauté, actrice de son propre changement

Afin de s'assurer que la population s'approprie entièrement le projet et accepte les devoirs et obligations qui en découlent, APLV insiste sur la participation active des bénéficiaires. Chaque famille doit fournir une force de travail calculée en fonction de l'envergure du projet. Une contribution financière leur est également demandée afin d'obtenir le droit à un poste d'eau à domicile. Le travail réalisé et l'investissement financier inciteront la communauté à prendre soin du réseau d'eau potable. Ce mode opératoire permet aux populations d'avancer unies. Une communauté soudée a une capacité d'action et de résilience permettant de rehausser son niveau de vie.





Et Res Publica dans tout ça ?

Cette année, nous travaillons pour la deuxième fois dans la municipalité de Río Blanco, siège technique d'APLV, avec le projet d'El Cedro, qui bénéficiera à 4 communautés rurales comprenant 94 familles, 4 écoles primaires, 2 églises et un centre de santé, soit au total 518 bénéficiaires directs. L'habitat est très dispersé. Le réseau d'eau s'étendra sur plus de 40 kilomètres de tranchées creusées à la main à 1 mètre de profondeur ! La nécessité impose à la population de rester motivée et plusieurs représentants de familles n'hésitent pas à marcher parfois jusqu'à 3 heures en plein soleil pour pouvoir s'acquitter des 120 jours de travail qui leur ont été assignés. Ce projet devrait se terminer fin décembre 2017 et a été financé par Res Publica (57%), la Fondation Ayuda en Acción et la Mairie de Río Blanco.

En 2015, Res Publica avait financé le plus grand projet jamais exécuté par APLV : le projet de Wany, qui comptait 1 093 bénéficiaires directs. Lors de notre visite de suivi, les membres du Comité villageois ont expliqué qu'ils avaient dû réparer plusieurs fuites dans le réseau de distribution mais ils ont démontré une excellente capacité d'organisation et une bonne maîtrise de la situation. Les difficultés rencontrées ont été résolues, désormais le projet fonctionne parfaitement.

Ces dernières années, Res Publica est devenue un partenaire très important pour APLV. Depuis 2006, Res Publica a participé au financement de 12 projets, pour un total de 4 576 bénéficiaires directs et un montant de plus de 700 000 € investis.

Grâce aux visites de suivi réalisées annuellement, nous pouvons affirmer que l'ensemble des projets sur lesquels nous avons collaboré sont encore fonctionnels aujourd'hui.

Nous félicitons APLV pour tout le travail accompli en faveur du droit universel à l'eau et à l'assainissement et nous leur souhaitons beaucoup de succès futurs !

Thierry SCIARI
Gestionnaire de projets RES PUBLICA

518

Bénéficiaires directs

112 757 €

Budget 2016



UNE LUDOTHÈQUE POUR LA SAGRADA FAMILIA AU PÉROU

Il était une fois une communauté... Située à une trentaine de kilomètres de Lima la capitale, la « Comunidad de Niños Sagrada Familia » est un centre d'accueil qui héberge des enfants de la rue ou des enfants issus de familles en situation extrême de pauvreté. C'est une sorte de petit village avec ses logements, ses espaces verts et ses aménagements sportifs, son collège, sa clinique et ses ateliers de formation (menuiserie, céramique, boulangerie, sérigraphie, musique).

800 enfants péruviens bénéficient de ce dispositif d'hébergement et au moins 3000 y sont passés, depuis sa création il y a 25 ans.

Le projet de ludothèque

En 2012, grâce à l'association française « Rue du soleil », la communauté a construit une ludothèque, espace de jeu et de développement pour l'enfant. En octobre 2016, Res Publica a financé à 80% en octobre 2016 l'aménagement de la ludothèque, afin de la rendre opérationnelle.

Ce projet est coordonné par Lili, une ressortissante française installée au Pérou depuis 2002 : « *En attendant de pouvoir utiliser ce lieu de vie, je me suis beaucoup investie dans une formation de ludothérapie auprès de l'équipe multidisciplinaire qui travaille avec nous. Car en effet, un tel espace doit être employé à bon escient et par tous, chacun est acteur de ce lieu de vie. Notre communauté a aussi mis un point d'honneur à enseigner à nos jeunes le sens de la solidarité.* ».

Des avancées remarquables

Les travaux d'aménagements ont démarré en novembre 2016. La première étape a été consacrée à la formation de la commission d'enfants et de jeunes volontaires de la Sagrada Familia, sélectionnés selon leurs motivations. Vingt jeunes ont été recrutés. Ils sont peintres, menuisiers ou pros des jeux. Tous ont connu la première ludothèque en bois, construite en 2005. Ils en gardent des souvenirs incroyables. « C'est un lieu où seul jouer compte et où l'on peut oublier que l'on vient d'être abandonné » témoigne Ander, 20 ans.

La seconde étape a consisté à l'installation des sanitaires et à l'électrification et peinture du bâtiment. « Certains enfants pensionnaires très doués en peinture, ont donné à ce lieu le cadre de tranquillité nécessaire », indique Lili.

Parallèlement à ces travaux d'aménagement, la période de Noël a permis aux membres de la Sagrada Familia, de récolter plusieurs dons en jouets d'enfants ou autres objets d'apprentissage : « *Nous voulons que notre initiative soit un projet pilote dans le cadre du développement et de l'épanouissement de l'enfant, de manière individuelle et épanouissante. Nous souhaitons que le projet serve d'appui aux professeurs face à des problématiques d'apprentissage qu'ils ne peuvent résoudre en classe complète. D'autre part, nous présentons le projet sur un plan de travail, d'école de parents, autour duquel la ludothèque axe son travail sur la relation parent-enfant, dans un contexte de résolution de conflits et d'accompagnement* », indique Lili.

Qualifié de projet novateur sur le plan éducatif au Pérou, le projet « ludothèque » a également été présenté à la ministre péruvienne de l'éducation. La rencontre a porté ses fruits : une commission de réflexion et de suivi du projet a été officiellement nommée par les autorités. Un budget doit être fixé par le ministère de l'éducation pour une formation de professeurs, sur la place du jeu dans l'apprentissage scolaire.

Avec cette aide financière, la communauté de la Sagrada Familia espère pouvoir former un groupe de 200 professeurs dans les deux prochaines années et obtenir deux postes de ludothécaires, qui seront pris en charge par le ministère pendant un an. Les avancées du projet sont satisfaisantes et prometteuses. La ludothèque flambant neuve devrait être opérationnelle en avril 2017, mais son ouverture a été retardée de quelques mois à cause des pluies diluviennes qui ont causé des éboulements de terrains et des dégâts importants au Pérou.

Aïssata TRAORE
Chargée de mission RES PUBLICA

800

Bénéficiaires directs

2 000 €

Budget 2016



DE L'UTOPIE À L'ALIGNEMENT DES PLANÈTES



Res Publica, dans sa logique d'appui aux initiatives d'intérêt général, soutient les actions de L'Europe des Citoyens. L'association lyonnaise milite depuis 2016, pour une Europe politique, forte et solidaire.

Un Statu Quo intenable

L'idée de créer L'Europe des Citoyens est née d'un constat amer. Durant les trente dernières années, la France a repoussé les réformes nécessaires dans nombre de domaines. A ce jour, son poids économique, son modèle social et son rayonnement diplomatique ne cessent de s'effriter.

Dans le même temps, l'Union européenne s'est progressivement éloignée, à la fois, de la vision politique de ses pères fondateurs, mais aussi des attentes de ses citoyens, en devenant un monstre bureaucratique dont on ne sait plus au final, les objectifs qu'il poursuit. L'Union défend-elle l'intérêt général européen ou les intérêts particuliers de ses Etats membres ?

Les crises successives n'ont fait l'objet que de pansements, ou même, d'un immobilisme dangereux. Naturellement, le sentiment europhile s'est peu à peu érodé et a nourri le repli sur soi et le vote nationaliste.

Durant les derniers mois, les résultats des élections en Autriche, aux Pays-Bas, et bien sûr, en France, ont démontré une résistance de circonstance pour faire barrage à ce qui aurait pu être une vague populiste.

Sur le même plan, le Brexit et l'accession de Trump au pouvoir ont favorisé un réveil des pro-européens, aujourd'hui symbolisé par le renouveau de l'axe franco-allemand. Mais cette séquence politique n'est que provisoire, soyons-en sûrs.

Repenser l'Europe en fonction des défis globaux

L'Europe doit aujourd'hui prouver qu'elle est capable de faire son autocritique en apportant des solutions concrètes et efficaces. Dans le cas contraire, elle continuera d'être perçue comme une contrainte supranationale oppressante.

La question centrale est aujourd'hui de savoir quelle Europe nous voulons vraiment ? Autour de quelles valeurs communes ? Et avec quels objectifs communs ?

Si la vision initiale a été dévoyée, ou si elle a évolué au fil des contraintes, **elle doit aujourd'hui être repensée en fonction des défis globaux qui s'imposent à nous : le maintien de l'Etat de droit, la lutte contre le terrorisme, la gestion de la crise migratoire, la régulation du modèle libéral et le défi aux changements climatiques.**

L'Europe des Citoyens veut apporter sa pierre à la relance de ce projet, unique ambassadeur dans le monde des valeurs de paix, de démocratie, de liberté et, nous l'espérons, de solidarité. L'association agit pour une Europe plus politique, mais surtout plus pragmatique. Elle se donne pour objectif de mettre en lumière les débats essentiels qui tardent à s'imposer mais devront tôt ou tard être tranchés :

- Celui d'une gouvernance européenne capable de s'exonérer des intérêts individuels des nations, trop souvent contradictoires avec l'intérêt général européen ;
- Celui des compétences, qui devraient être recentrées sur les problématiques sur lesquelles les pays membres, pris individuellement, n'ont plus les moyens d'agir seuls.



L'Europe des Citoyens, dans l'Arène

Pour se faire entendre et participer à ce débat complexe, L'Europe des Citoyens s'est engagée à travailler aux côtés de partenaires expérimentés.

Un premier colloque, intitulé « L'Europe face au désordre stratégique international » a été organisé le 6 avril 2016 à Paris en partenariat avec l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) dirigé par Pascal Boniface. Centré sur les thématiques de sécurité et de défense européennes, cet événement a réuni plus de 250 personnes dont nombre de spécialistes et de diplomates engagés dans ce « projet serpent de mer ». Romano Prodi, Enrico Letta, Michel Barnier, présents à la rencontre, ont tous souligné la nécessité de faire avancer la construction politique de l'Europe.

Le 20 février 2017, un second symposium a eu lieu à l'Assemblée nationale pour questionner la relance européenne via le couple franco-allemand et mettre en lumière la question peu évoquée du vieillissement démographique de l'Europe. L'événement a également marqué la sortie nationale de notre livre « L'Europe des Citoyens - Une nouvelle feuille de route politique pour l'Europe ». Cet ouvrage est le fruit d'entretiens recueillis auprès de quatre eurodéputés issus des quatre groupes politiques majoritaires au Parlement européen : Françoise Grossetête (Parti Populaire Européen/Les Républicains), Edouard Martin (Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates/Parti Socialiste), Nathalie Griesbeck (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe/MoDem) et Michèle Rivasi (Alliance Libre Européenne/Europe Ecologie Les Verts). Tous s'accordent

sur la nécessité de briser le statu quo pour sortir l'Europe de l'impasse. Tirées de ces échanges, dix propositions tracent une ligne de consensus possible pour construire une Europe plus ambitieuse.

Inscrite en tant que « lobbyiste citoyen », notre association a réussi à se faire une place au sein des dédales du Parlement européen. Nous échangeons aujourd'hui avec plus d'une vingtaine d'eurodéputés pro-européens francophones sur leur vision du futur de l'Europe. Ce travail d'influence citoyenne est long, fastidieux mais essentiel car nous sommes persuadés que nombre d'enjeux ne pourront trouver solution qu'au niveau européen, en surmontant les clivages idéologiques.

A nos politiques de construire des coalitions permettant de contrôler et de réformer l'Europe. Mais à nous aussi, citoyens français et citoyens européens d'agir localement ; aux organisations et aux sociétés civiles¹ de se mobiliser pour défendre le modèle de société qu'elles souhaitent protéger et faire évoluer : sécurité, travail, santé, environnement et solidarité sont les curseurs d'un « indice du bonheur brut européen » à créer pour illustrer notre philosophie de vie. Pour que thème après thème, l'Europe avance, à 27, ou à défaut, par petits groupes de pays chargés de montrer la voie, à petits pas ou à grandes avancées, mais de façon déterminée.

Thierry SCIARI
Président de l'Europe des Citoyens

¹ Dans l'air du temps, le concept de société civile recouvre toutes organisations (ONG, groupes d'intérêt et d'influence, expression citoyenne, Think tanks) souvent opposées à la classe politique ou institutions, comme au marché où s'exprimerait la vitalité de la vie sociale, basée sur la libre volonté, excluant tout rapport d'autorité ou d'intérêt privé.

RES PUBLICA SOUTIENT L'ACADÉMIE DE CUIVRES EN DOMBES

L'Académie de Cuivres en Dombes

Association reconnue d'intérêt général, l'Académie de Cuivres en Dombes a pour objet le développement et la diffusion des pratiques artistiques et de la médiation culturelle en Dombes, avec un rayonnement sur l'ensemble du département de l'Ain. Elle organise chaque année un festival où s'associent beauté des cuivres et prestige du patrimoine. L'association travaille tout au long de l'année avec des structures de santé dans le cadre de ses saisons d'inclusion culturelle.

Le Festival : chaque année depuis 1997, au mois de Juillet, les adeptes des cuivres et du patrimoine de Dombes se donnent rendez-vous. Considéré comme l'un des évènements « cuivrés » qui comptent en région Auvergne-Rhône-Alpes, en France et au-delà, le festival Cuivres en Dombes accueille dans des sites remarquables habituellement fermés au public, des artistes de notoriété internationale. Projet territorial et fédérateur, il contribue à la valorisation des traditions et du patrimoine - historique, bâti, culinaire et naturel - de la Dombes.

Les Saisons : émanation de l'Académie de Cuivres en Dombes, elles proposent l'accès à des pratiques culturelles et artistiques à des personnes en incapacité physique ou psychologique, temporaire ou permanente, ou en situation d'exclusion sociale. Cette mission de médiation culturelle menée depuis bientôt 20 ans par l'Académie de Cuivres en Dombes reste au cœur du projet associatif et militant des bénévoles.

Projets soutenus par Res Publica en 2017

Res Publica soutiendra deux projets dans le cadre de la Saison Le Beau Romans, Centre Médical de Rééducation Pédiatrique Romans Ferrari (Miribel) : « **Kuma et la Terre de Feu** » atelier création d'un livre de contes par les enfants hospitalisés, avec Flavie Labouré, illustratrice, avec la publication de 500 livres, éditions Autres Talents ; et « **La Canopée** », atelier création de fresques sur couloir, box, salles de soin, salles de plâtre, infirmerie et appareillage, avec Floriane Mandin et Juliette Rat-Patron, plasticiennes (partenariat avec Ecohlité*).

Elle accompagnera également l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique de rattachement l'Arc en Ciel (Trévoux) dans le cadre de la saison Les Enfants Terribles avec « **La boîte** », atelier de création de court-métrages en trois temps ; phase initiale par les ados de l'Itep avec le vidéaste Félicien Bonniot, Collectif Blick, puis premier atelier de création de la bande son des trois courts-métrages, avec les jeunes patients du Centre Romans Ferrari mené par Charlie Adamopoulos et Antoine Colonna, compositeurs (Cie le Piano Ambulant), et enfin, deuxième atelier de création de la bande son des trois courts-métrages, avec les étudiants de la classe de composition de musique à l'image du CRD de Valence sous la direction du compositeur Nathanaël Bergèse. A l'issue, édition de 1000 DVD (2018).

C'est à l'EHPAD public la Montagne de Châtillon-sur-Chalaronne, saison l'Echo, que Res Publica financera le quatrième projet de l'Académie : « Les contes de l'Horloge ». 10 résidents et 10 enfants du centre social la Passerelle, sous la houlette d'Audrey Gessat, illustratrice, écriront et illustreront un livre de contes, puis c'est avec Emmanuelle Della Schiava, metteur en scène (Cie Debout sur le Toit) que 30 autres résidents et enfants proposeront une restitution théâtrale des 12 fables. Au total, 500 livres de contes seront publiés.

Enfin, depuis 2016, Res Publica a permis à l'Académie de Cuivres en Dombes de développer **la politique de communication de son festival** ; 2ème phase de ce mécénat en 2017 avec une campagne de promotion autour de l'affichage en grand format, la signalétique, et la publicité numérique : affichage grand format Impact Plaine de l'Ain et Villefranche-sur-Saône, amélioration de la signalétique et réalisation d'un teaser vidéo.

Pour l'ensemble de ces projets à destination d'enfants hospitalisés, d'adolescents souffrant de troubles du comportement, de personnes âgées dépendantes et de plus de 6000 mélomanes amoureux de la Dombes, l'association Res Publica a décidé d'apporter son soutien à l'Académie de Cuivres.

Philippe CONSTANT

Directeur de l'Académie de Cuivres en Dombes

* Ecohlité : Ecole d'Art à Lyon (fresques murales, murs peints)



RES PUBLICA PARTENAIRE DU LABORATOIRE DE L'INNOVATION : APF LAB



Res Publica, partenaire d'un premier laboratoire de l'innovation APF en région PACA il y a quelques années, a décidé de s'engager à nouveau aux côtés de l'Association des Paralysés de France en accompagnant APF LAB, le laboratoire de l'innovation développé au plan national.

L'enjeu d'APF LAB est de mobiliser les acteurs de l'association, d'accompagner la réalisation de leurs projets, dans une dynamique innovante au service d'une société solidaire ouverte à tous.

Un projet innovant et inclusif

Un appel à initiatives a été lancé en juin 2016 avec pour **objectif de faire émerger le plus grand nombre d'initiatives** : 81 projets ont été présentés, tous en lien avec l'un des domaines du plaidoyer de l'APF : droit à la pleine citoyenneté, accessibilité aux lieux de soins, aux loisirs et à la culture, accès à l'éducation, à l'emploi, vie en famille ou vie affective. Les projets éligibles devront, tout en faisant progresser l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société, être innovants sur leur territoire, reproductibles ou généralisables sur d'autres, économiquement viables grâce à la mobilisation de partenaires financiers, et être réalisés par et pour les personnes en situation de handicap.

Aujourd'hui, **31 projets sont sélectionnés par le laboratoire pour bénéficier jusqu'en 2019 d'un soutien financier et d'un accompagnement collectif et personnalisé** – avec des actions de formation, la mobilisation d'expertises régionales et une démarche d'évaluation rigoureuse. Au cours de cette démarche d'accompagnement, des réunions inter-régionales seront organisées. Le suivi et l'animation du processus d'accompagnement seront assurés par un comité de pilotage. Les porteurs de projet pourront également compter sur l'expérience de Res Publica sur l'accompagnement de projets et son implication tout au long de l'APF LAB.

L'Association des Paralysés de France (APF), créée en 1933, est un pionnier de la défense du droit des personnes en situation de handicap qui lutte pour construire une société inclusive.

« Faites-le ! » C'était la formule péremptoire et familière d'André Trannoy, fondateur de l'APF, répondant à tous ceux qui lui suggéraient une idée, une initiative, une création.

Christine BOURRUT LACOUTURE
Directrice APF déléguée au développement des ressources



POUR UNE FRANCOPHONIE CULTURELLE ET MILITANTE !

La Caravane des dix mots pilote un réseau de projets artistiques autour de la langue française et mène des actions de sensibilisation à la francophonie et à la diversité culturelle à travers son projet éducatif, Onésime. Deux axes d'action soutenus par l'association Res Publica.

La Caravane des dix mots est un projet culturel international partagé chaque année par des équipes artistiques sur tous les continents. En prenant dix mots de la langue française comme point de départ commun, elle invite des artistes et des citoyens du monde entier à exprimer la diversité culturelle de la francophonie. Les projets de Caravane des dix mots participent à faciliter la prise de parole citoyenne par l'expression artistique. Les structures labellisées pour monter des caravanes (centres culturels, compagnies artistiques, écoles, etc.) mènent des ateliers artistiques (danse, théâtre, conte, slam etc.) adaptés à la situation linguistique de leur territoire et aux réalités de leur public. Les dix mots sont une matière à utiliser pour leurs sonorités, leurs sens ou leurs connotations. Chaque année, un film collectif est réalisé avec des images et des interviews de Caravaniers des quatre coins du monde. Les Caravaniers sont réunis par une philosophie commune : la langue française appartient à tous ceux qui la parlent ! En 2017, 38 Caravanes ont été labellisées en France, en Europe, en Afrique, dans l'Océan Indien et au Canada.

En novembre 2016, le 6^{ème} Forum international des Caravanes des dix mots s'est tenu à Antananarivo dans l'environnement du 16^{ème} Sommet de la francophonie. Dans la capitale malgache, des artistes et porteurs de projet de Caravane des dix mots de quinze nationalités différentes (Mali, Ile Rodrigues, Canada, Comores, Afrique du Sud, République tchèque, Egypte, France) ont célébré la francophonie !

Res Publica a permis la venue de deux Caravaniers : Lilit Amian de l'ONG SPFA qui coordonne le projet de Caravane des dix mots en Arménie et Karim Zongo, directeur du Centre des Arts de Soubrén en Côte d'Ivoire. Ensemble, ils ont partagé des temps de formation, de réflexion et de création. Dans un deuxième temps, ils ont animé des ateliers artistiques en binôme avec des artistes malgaches dans plusieurs quartiers de la ville. Après ces deux semaines partagées, les caravaniers ont affirmé avoir fait l'expérience d'une « francophonie idéale en actes » !



Identifier le partage du français comme lien fort entre les hommes, c'est reconnaître la capacité de la langue à être une passerelle pour découvrir d'autres cultures et d'autres langues. Depuis 2015, forte de ses douze ans d'expérience, la Caravane des dix mots a également développé le projet éducatif Onésime, pour sensibiliser à la francophonie et à la diversité culturelle. A partir d'une démarche participative et ludique, Onésime invite les plus jeunes, qu'ils soient francophones natifs ou apprenants, à s'interroger sur leur rapport aux mots, à la langue, à leurs langues, pour montrer la pluralité des façons de s'appropriier le français. Sur la plateforme collaborative Onésime, des acteurs associatifs, culturels et éducatifs du monde entier peuvent partager des ressources et des activités éducatives autour de la diversité culturelle.

Grâce au soutien de Res Publica, la Caravane des dix mots peut développer de nouveaux formats d'interventions, notamment sur le territoire local (Rhône, Savoie, Isère) et intervenir directement dans les classes. Par exemple, elle a animé des activités dans une classe de CE2-CM1 à Villeurbanne (Rhône) et a développé de nouveaux outils adaptés à des jeunes de 18 à 25 ans sortis du système scolaire sans diplôme. Dans un établissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE), l'impact des activités de débats et de théâtre-forum autour des langues a été très fort. Il a permis de libérer la parole des jeunes sur les discriminations langagières, l'importance de leur patrimoine linguistique dans la construction de leur identité et l'émancipation individuelle. Plusieurs interventions dans des structures équivalentes pourront être menées grâce à Res Publica dans la métropole lyonnaise sur l'année 2017 – 2018.

Émilie GEORGET
Directrice de La Caravane des dix mots

LA CHOSE PUBLIQUE : LE FESTIVAL DES IDÉES



Le festival « La chose Publique » reprend le principe du Festival Mode d'emploi créé en 2011 par la Villa Gillet.

Quatre années durant, il a regroupé des écrivains de philosophie et de sciences humaines et sociales, des experts et des chercheurs, des acteurs de la vie publique autour de questions sociétales qui traversent notre espace public.

Ouvrir des débats formateurs de citoyenneté en respectant la complexité des questions posées tout en veillant à leur accessibilité publique et à la diversité des approches guide notre démarche.

L'association Res Publica ayant pris la décision d'apporter son soutien financier à la manifestation au printemps 2016, l'édition qui a eu lieu du 21 novembre au 26 novembre, s'est construite autour de l'actualité éditoriale de l'automne compte tenu des délais d'organisation.

Ont été sélectionnés, des ouvrages dont la pertinence et la qualité ont attiré notre attention. Nous avons veillé à choisir des essais dans des champs disciplinaires différents : droit, philosophie politique, anthropologie culturelle et histoire des idées, esthétique, sociologie... Ces livres avaient en commun de proposer des analyses renouvelées sur des points touchant à l'actualité de nos sociétés, la formation citoyenne s'affirmant comme un objectif prioritaire de la manifestation : terrorisme, laïcité, espace juridique international, démocratie participative en sont des exemples.

Donner au public des outils de pensée qui leur permettent d'enrichir leur vision du monde, montrer que la pensée garde un pouvoir transformateur et peut guider l'action, telle est la philosophie de ce festival.

C'est pourquoi nous nous attachons à gagner des publics jeunes en collaboration avec l'Education Nationale, les Universités et les Grandes écoles, mais aussi à informer des milieux associatifs ou militants qui se sentiront concernés par les questions abordées.

La plupart des débats se sont déroulés à la Villa Gillet qui peut accueillir jusqu'à 230 personnes. Une séquence a eu lieu à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon. L'association Res Publica nous ayant renouvelé son soutien pour 2017, **la prochaine édition allongée à 10 jours - du 16 au 25 novembre 2017 - sera non plus axée sur l'actualité éditoriale mais sera pensée autour des questions européennes.**

Nous apporterons un soin tout particulier aux médiations, comme nous l'avons amorcé en 2016. Un nombre important de classes de lycée seront impliquées et les lieux d'accueil de la manifestation seront plus nombreux en 2017 afin de créer une synergie institutionnelle élargie nous permettant de travailler davantage en réseau sur le territoire Auvergne Rhône-Alpes.

L'édition 2016 de la Chose Publique a montré d'ores et déjà l'intérêt porté par un public nombreux au débat d'idées. Chaque séquence a donné lieu à un jeu de questions réponses. La qualité d'attention du public et l'engagement des intervenants ont montré combien le dialogue critique peut nourrir la vie démocratique, le choix des modérateurs comptant pour beaucoup dans la qualité des échanges.

Faire le lien entre la vie des idées et l'action publique est au cœur de ce Festival qui par une communication adéquate et des relais média locaux s'emploie à toucher un large public et à s'inscrire sur le territoire avec la visibilité qui s'impose. Le Petit Bulletin a été dans ce domaine un partenaire privilégié. Un tiré à part du programme, 40 000 exemplaires, a été d'une part encarté dans l'édition du Petit Bulletin du mercredi 16 novembre, d'autre part distribué dans de nombreux lieux culturels et associatifs.

L'enregistrement des débats, rediffusé sur le site Villa Voice, permet de donner par ailleurs un accès élargi au Festival.

Guy WALTER
Directeur de la Villa Gillet

UN FESTIVAL DE LA DIFFÉRENCE ET DE LA DIVERSITÉ À VILLEURBANNE



Les associations la Miete et Res Publica se rapprochent et deviennent partenaires dans le cadre de la réalisation du Fest'Dif, le Festival de la Différence et de la Diversité qui se tient depuis six ans dans la ville de Lyon.

Soutien au Festival de la Différence et de la Diversité, Fest'Dif

Le soutien financier de Res Publica a contribué au succès de la **6ème édition du Fest'Dif, Festival de la Différence et de la Diversité**, du 18 au 20 mai 2017, réalisé en partenariat avec les Rencontres Ville et Handicap de Villeurbanne. Un

projet porté par l'association la Miete (Maison des Initiatives, de l'Engagement, du Troc et de l'Echange), maison ouverte, qui fourmille d'initiatives individuelles et collectives, au service du lien et de l'innovation sociale, notamment sur le thème de la société inclusive.

Le Fest'Dif est **une invitation à la rencontre, au partage et à l'ouverture aux autres**, qui sont les valeurs portées par le projet de la Miete. L'évènement a accueilli cette année près de **2 000 personnes sur 3 jours, en collaboration avec 60 partenaires et 80 bénévoles dont 30 en situation de handicap**.

Les points marquants du festival

La journée emploi, du 18 mai, en partenariat avec le Village des recruteurs, a particulièrement été une réussite, La Miete a pu rendre inclusif ce forum d'emploi classique, en proposant trois actions :

- Un café contact-emploi permettant la rencontre de 25 professionnels de l'emploi issus de l'insertion, formation, recrutement et de l'entreprise et de 30 personnes en situation de handicap de manière dynamique et participative ;
- Un handi-accueil toute la journée du forum, permettant l'accompagnement de personnes en situation de handicap sur les stands des professionnels et l'intermédiation en langue des signes ;

- Un repas à l'aveugle pour sensibiliser les professionnels présents sur le forum. Ces actions ont permis de faire passer le pourcentage faible (3 à 5% maximum) de présence de personnes en situation de handicap sur ce type de forum à un pourcentage très satisfaisant de 16 %, surtout pour une première expérimentation. Favoriser l'inclusion au niveau de l'emploi est un pari que La MIETE souhaite poursuivre !

La journée festive du 20 mai, entre déambulation, ateliers participatifs, animations et spectacles, fut une belle journée de rencontres, de mixité sociale, de bonne humeur et de rires pour le public présent.

Notamment, l'atelier ludique « Nous vivons dans un monde de géant », animé par l'Association des Personnes de Petite Taille (APPT), a été très apprécié, grâce à la fabrication de meubles géants qui ont permis de sensibiliser à ce type de handicap représenté pour la première fois au Fest'Dif.

Un projet de reportage photographique avec les jeunes du Centre Social de La Ferrandière, animé par Anny Dulac, photographe professionnelle de Capt'Image et par Laurianne Ploix, journaliste du Journal Tout Va Bien, a abouti à une exposition au Centre social.

L'action sportive du 13 mai portée par Villeurbanne et pour laquelle la Miete a animé, pour les jeunes du Centre social entre autres, le Baskin, basket inclusif, a ainsi été valorisée.

Les actions de la Miete, dont le Fest'Dif est la vitrine dans l'espace public, permettent de montrer que : « Ce que nous avons tous en commun, c'est d'être tous différents ! »

Rui PEREIRA
Administrateur de la Miete

RES PUBLICA PARTENAIRE DE L'ASSOCIATION « LES AMIS DE LA TERRE FRANCE »



Les Amis de la Terre France est une association de protection de l'Homme et de l'environnement. Créée en 1970, la fédération des Amis de la Terre France a participé à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial, Les Amis de la Terre International, présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux et de groupes associés autonomes.

Les Amis de la Terre France mènent des campagnes afin de construire des sociétés justes dans un environnement durable, sur des thématiques diverses : la transition écologique, l'agriculture et l'alimentation, les énergies et les industries extractives, la lutte contre l'obsolescence programmée, etc.

Les Amis de la Terre France apportent ainsi un soutien aux populations et communautés qui sont affectées par des projets destructeurs, tels que les projets miniers et pétroliers qui conduisent à la pollution de l'eau et de l'air, la dégradation et l'accaparement des terres ou la destruction de la biodiversité.

La fédération se mobilise également pour lutter contre l'impunité des multinationales et demande un encadrement juridique de leurs activités.

Chaque année depuis 2008, les Amis de la Terre France organisent ainsi les Prix Pinocchio. Ces prix ont pour but notamment de dénoncer les impacts négatifs des activités menées par des entreprises multinationales sur les communautés locales, le climat et l'environnement, en décalage complet avec leurs discours de « développement durable » et « responsabilité sociale des entreprises ».

Rendre visibles les actions

L'objectif de ce partenariat avec les Amis de la Terre France est de soutenir le travail de plaidoyer et de sensibilisation de l'association et l'aider à cet effet à financer la publication de documents grand public et à organiser des actions de mobilisation.

Aïssata TRAORE
Chargée de mission RES PUBLICA

ASSOCIATION THOISSEY – POA / RES PUBLICA : L'AVENTURE CONTINUE !

L'association Thoissey-POA (Pays de l'Ouest Africain) est née en 2007 à Thoissey, petite commune du département de l'Ain, située en bord de Saône, à 20 kilomètres au nord de Villefranche-sur-Saône et à 20 kilomètres au sud de Macon.

Créée dans le but de favoriser la scolarisation des enfants et plus particulièrement celle des filles en Afrique, Thoissey-POA a pu participer au financement de plusieurs locaux scolaires au Burkina Faso, à Godo de Pella puis plus récemment à Baziri. Ces deux communes se situent à proximité de Nanoro, dans la province du Boulkiemdé, l'une des quarante-cinq provinces du pays. Le financement de plaques solaires, une aide informatique ont complété les équipements.



Des nouvelles classes pour améliorer l'accueil des enfants

La relation entre Res Publica et Thoissey POA s'est établie tout naturellement grâce au caractère solide et pérenne de son partenariat avec EMEJ, une autre association thoisseyenne qui évolue dans le secteur médical et sanitaire au Burkina Faso.

En 2010, après l'inauguration d'un premier bâtiment scolaire, entièrement financé par l'association thoisseyenne à Godo de Pella, un second bâtiment de trois classes a été construit en 2013 en partenariat avec Res Publica, qui en a assuré les 2/3 du financement (20 000 €). Cette nouvelle infrastructure a permis à l'école de Godo de disposer de nouvelles salles de classe et d'accueillir les enfants dans de bonnes conditions matérielles.

Le lien avec Res Publica est essentiel pour notre fonctionnement. En France ou au Burkina Faso, les relations avec les membres de l'association nous permettent d'accéder à toutes les informations nécessaires à la réalisation de nos chantiers. Res Publica nous garantit surtout une sécurité dans les démarches administratives incontournables et dans le processus de financement. Il faut également mentionner l'importante aide logistique dont nous pouvons bénéficier sur place. Par le biais de sa présidente Madame Françoise Perrin, Res Publica assure régulièrement le suivi de nos différents chantiers au Burkina Faso.

Nous souhaitons poursuivre nos actions dans la mesure de nos moyens, en comptant sur l'appui amical de ceux qui nous ont accordé leur confiance jusqu'à ce jour.

Jacques FERRAND
Président Thoissey POA

RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES

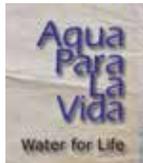


	2014	%	2015	%	2016	%
Projets Burkina Faso	2 384 813	71%	2 159 454	68 %	1 981 390	66 %
Education	1 718 439	51 %	1 342 611	42 %	1 329 046	44 %
Agriculture	175 106	5 %	242 794	8 %	141 377	5 %
Santé	219 425	7 %	220 220	7 %	211 532	7 %
Appui aux partenaires	271 843	8 %	353 829	11 %	299 435	10 %
Projets France	362 129	11 %	336 254	11 %	362 064	12 %
Projets autres Pays	197 858	6 %	238 886	8 %	189 781	6 %
Nicaragua	139 957		180 649		112 757	
Bélarus	8 545		7 035		32 944	
Guinée Conakry	44 799		47 621		22 318	
Sénégal	-		-		7 319	
Madagascar	-		880		5 426	
Mali	1 856		-		4 017	
Liban	2 700		2 700		3 000	
Pérou	-		-		2 000	
Actions de Consolidation de Gouvernance et Paix	131 047	4 %	142 240	4 %	209 291	7 %
Frais de Fonctionnement	225 543	7 %	251 067	8 %	237 113	8 %
Dotations aux Amortissements	33 598	1 %	46 631	1 %	30 320	1 %
TOTAL	3 334 989 €		3 174 531 €		3 009 960 €	

PARTENAIRES 2016



LA CHOSE PUBLIQUE
Le Festival des idées





www.respublica.asso.fr



RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration du 30 mai 1997 - Préfecture du Rhône
Immeuble Britannia, 10ème étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13
Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87
info@respublica.asso.fr



RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)
Tél : + 226.25.38.03.37
Fax : + 226.25.38.03.23
respublica@fasonet.bf